

Celishin Rabanola

Ruppont

06-2-1991

Doc 1
Pag 54

LES ENJEUX DE LA GUERRE DU GOLFE

(Période couverte: Du 17 Janvier
au 5 Février 1991)

Vingt jours après le déclenchement du conflit armé dans le Golfe Persique, la situation ne semble pas plus claire qu'avant: autant pendant la période de "l'ultimatum" du Conseil de Sécurité les appels à la raison adressés par la Communauté internationale au Président Saddam Hussein étaient restés sans réponse, autant l'inquiétude du monde est grande face aux dégâts incalculables de cette guerre dont on ne voit pas comment elle va se terminer.

Avant d'esquisser des scénarios possibles de l'après-guerre, il convient de rappeler brièvement la genèse de cette guerre qui, dit-on, va au-delà de l'objectif assigné par le Conseil de Sécurité. Cela amènerait logiquement à deviner les intentions de la Coalition anti-Saddam, mais le domaine des intentions étant impénétrable, on/peut^{ne} que se livrer à des spéculations. Cet exercice sera aussi nécessaire avant de tirer sa conclusion.

A. REVENDEICATIONS ET STRATEGIE DE SADDAM HUSSEIN : On se rappellera que le Président irakien réclamait trois choses :

- la cession à l'Irak des îles koweïtiennes de Warbah et Boubyan ou la location de ces mêmes îles pour une période de 99 ans, cela devant lui permettre d'avoir un accès confortable sur le Golfe;
- l'arrêt du pompage par le Koweït du pétrole de Roumalia, localité située à la frontière entre les deux pays;
- annulation par le Koweït de la dette de l'ordre de 10 milliards de dollars, contractée par l'Irak pour soutenir la guerre contre l'Iran.

Ces revendications visaient un but inavoué : annexer le Koweït pour s'emparer de ses ressources pétrolières. Après, ce devait être le tour de l'Arabie Saoudite, selon certains analystes. Ainsi, l'Irak qui détient déjà 19% des réserves pétrolières mondiales, allait passer à 44%. Avec cela, elle allait imposer sa loi sur le marché du pétrole !

Avec les ressources financières qu'il allait en tirer, Saddam devait monter une force militaire terrible, qui pouvait lui permettre de réaliser ses desseins pour le leadership arabe !

Il visait trop haut pour ne pas susciter des réactions musclées de la part des principaux importateurs de "l'or noir" et celles, indignées, de tous ceux qui tiennent encore au respect des principes consacrés par le Droit international. S'il sort vivant, de cette guerre qu'il a provoquée, il aura en tout cas appris une belle leçon pour l'avenir.

Saddam Hussein a adopté une stratégie de division, passant d'un scénario à un autre.

- Il a d'abord invoqué l'argument du prix du pétrole, prix que les acheteurs occidentaux s'efforcent de maintenir au niveau le plus bas et ce "malheureusement, dit-il, avec la complicité de certains pays" qui déversent sur le marché des surplus, "dont une quantité est d'ailleurs volée à l'Irak" (allusion claire au Koweït). Plusieurs pays exportateurs ne pouvaient pas rester insensibles à un tel argument.

- Ensuite il a voulu jouer sur les sentiments : il a offert gratuitement du pétrole aux pays pauvres, à condition qu'ils s'arrangent pour venir le chercher en Irak ! Il a lancé des appels en direction des forces d'opposition dans les Pétromonarchies du Golfe pour renverser "les Princes corrompus et exploiters de leurs peuples" ! Une Jihad-c'est-à-dire une guerre sainte- contre le pouvoir, et "aux fils de Nasser" de s'opposer au passage des bateaux impérialistes dans le Canal de Suez !

- Le retrait de ses troupes des positions qu'elles occupaient en Iran depuis la guerre de Huit ans ne visait pas seulement à attirer les faveurs de la communauté chiite -qui est de loin majoritaire en Iran et en Irak- mais surtout à empêcher l'Iran d'engager contre son pays des actions militaires, pendant que les hommes et le matériel irakiens seraient occupés ailleurs.

Sacrifier les acquis de cette longue guerre contre l'Iran et, surtout, reconnaître les Accords d'Alger qui constituaient la pierre d'achoppement avant le déclenchement de la guerre de Huit ans, signifiait que Saddam Hussein visait un objectif plus important dans le Golfe Persique. En tout cas la fermeture du front iranien

a renforcé les Etats-Unis et leurs alliés dans la conviction que Saddam était déterminé à envahir le Koweït.

Précisément, au 1 Août 1990, tout était près, côté irakien, pour passer à l'action. Le 2 Août c'était l'occupation du Koweït et la fuite de la famille régnante et du Gouvernement.

- Pour jeter de la confusion dans les esprits arabes, Saddam a établi un lien entre le cas du Koweït et celui des territoires arabes occupés par Israël. Certains l'ont suivi, mais plusieurs y ont vu une surchère inacceptable, un lien artificiellement créé pour amener les arabes à s'unir contre le traditionnel ennemi commun: Israël. Une diversion délibérée et destructrice !

On connaît la réaction de la Communauté internationale, on a assisté à la formation d'une coalition internationale pour faire respecter le Droit.

L'échec de l'action diplomatique tendant à prévenir la guerre, et surtout l'échec des entretiens Baker-Jarek AZIZ du 9 Janvier à Genève et celui de la mission du Secrétaire Général des Nations Unies à Bagdad, ont déterminé les Alliés à passer à l'action.

Depuis le 17 Janvier 1991, c'est la guerre, une guerre énormément dévastatrice, malgré ce que disent les agences de presse dont les dépêches sont d'ailleurs très filtrées (pour ne pas alerter l'opinion publique contre la guerre. On sait que les bilans journaliers sont en deça de la vérité). Quelle sera l'issue de cette guerre, surtout si l'on passe aux deux autres étapes (dont les forces de coalition même redoutent les effets) : la confrontation terrestre et le recours aux armes chimiques et biologiques ?

B. QUI VEUT QUOI, DANS LA GUERRE DU GOLFE ?

Des voix s'élèvent pour dire que les Coalisés vont au delà de l'objectif assigné par la Résolution 678 (1990) du Conseil de Sécurité. D'autres disent que, en fait, ce n'est pas la libération du Koweït qui est recherchée, mais l'anéantissement de l'Irak ! Mais les Alliés et bien d'autres, objectent en disant que la libération du Koweït passe par la destruction des principaux éléments de

la puissance militaire irakienne : l'aviation, la force navale, la force terrestre, les communications, et les autres voies de passage, les aéroports, ainsi que les complexes de l'industrie militaire (chimique et nucléaire).

Les Alliés occidentaux sont face à un dilemme. Comment, en effet, libérer le Koweït sans d'abord anéantir la Force de frappe de l'Irak, et comment l'anéantir tout en faisant le moins possible de dégâts humains ?

Les Coalisés arabes (Egypte, Syrie et Maroc) n'échappent pas à un dilemme similaire : en intervenant dans le Golfe, ils entendraient accomplir une double obligation : celle de membres des Nations Unies, pour rétablir la paix et la légalité internationale, et celle découlant du Pacte interarabe de Défense mutuelle de 1950. Mais précisément, comment libérer le Koweït et rétablir la légitimité du pouvoir, sans frapper l'Irak qui s'est militairement consolidée sur le terrain ? Comment frapper l'Irak, pays arabe, sans s'attirer le désaveu de l'opinion publique arabe ? Et ces autres questions lancinantes : quelle serait leur attitude, si, en guise d'exercice de son droit de légitime défense, Israël intervenait dans la guerre ? Comment reculer sans perdre la face, la crédibilité et les alliances ?

Toute la Coalition dans le Golfe s'associe à l'appel conjoint soviéto-américain tendant à demander à Saddam Hussein de prendre un engagement ferme et sans ambiguïté, qu'il va retirer ses troupes, selon un calendrier précis et qu'il pose "des gestes concrets conduisant au respect complet des résolutions du Conseil de Sécurité" (AFP). Cela suffirait pour arrêter les hostilités*. Rien n'est moins sûr que l'acceptation par Saddam de cet appel américano-soviétique et déjà, on semble se préparer à l'offensive terrestre ! Comment va se terminer cette guerre ? C'est la grande inconnue !

* On notera que les deux superpuissances ne posent plus comme condition "le retrait immédiat et sans condition des troupes irakiennes du Koweït". Elles exigent tout simplement un engagement ferme et sans équivoque et d'autres gestes prouvant la bonne volonté de Saddam. La différence de ton est de taille. C'est que les perspectives d'une confrontation des forces terrestres font peur aux uns et aux autres, sans parler du recours éventuel aux armes chimiques et biologiques. Et puis, plus la guerre durera, plus la Coalition risque de se désagréger et l'opinion publique chez tous les intervenants commence à réclamer la fin des hostilités.

C. A QUI PROFITERA LA GUERRE DU GOLFE ?
ET QUI Y PERDRA LE PLUS ?

a) Commençons par le second volet de la question : il y aura une perte collective pour le Monde arabe, lui qui n'a pas pu faire l'unanimité autour des principes internationalement reconnus, afférents au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, à la non agression, au non recours aux armes pour régler des différends, etc. Et puis, l'occupation d'un pays arabe par un autre pays arabe, l'intervention de pays arabes (même si cette intervention est légale) contre un autre pays arabe aux côtés de puissances occidentales... sont autant d'hypothèques qui pèseront sur les rapports interarabes dans la suite.

L'Irak y perdra, elle qui aura été à l'origine de ce branle-bas. Son leader sera juste admiré par ceux qui voudront l'admirer pour avoir décidé de tenir tête aux Etats-Unis et ^à ses principaux alliés occidentaux, membres de l'Alliance Atlantique. Mais ça s'arrêtera là, car l'entêtement dans le mal ne peut épâter que les âmes idiotes. L'on dira que c'est du courage, peut-être mais un courage qui ne sera pas payant, d'autant qu'on se souviendra qu'après avoir soutenu une lutte acharnée de 8 années contre un voisin lui aussi puissant (l'Iran), l'Irak a décidé brusquement de tout céder, de tout abandonner : les acquis de la guerre, au mépris de son armée et pour agresser un petit pays arabe !

L'Irak y perdra encore pour avoir reconnu à la faveur de cette guerre du Golfe qu'elle avait commis une agression contre l'Iran. Ce faisant, elle a commis une erreur historique et a posé un problème qui relève du droit international : l'Irak devrait accepter d'assumer aussi les conséquences de cette guerre c'est-à-dire réparer les dégâts matériels, humains et moraux commis contre le peuple iranien !

L'Irak pourra également être sommée de réparer les dommages causés au Koweït et aux autres pays de la région, tout comme l'Allemagne Nazie ! En un mot donc, l'Irak sera à mon avis le plus perdant de cette guerre, aux plans politique, diplomatique, économique, militaire etc.

La Palestine aussi qui aura rompu l'unanimité qui se faisait pour sa cause, en se rangeant du côté de l'agresseur,

ses dirigeants se sont fermés plusieurs portes. Dans presque tous les pays arabes, les palestiniens trouvaient compréhension et emplois, surtout dans les "Pétromonarchies" du Golfe. Ils étaient des milliers au Koweït et en Arabie Saoudite. L'Intifada, "la révolution de la pierre" comme on dit, on n'en parle plus, les regards étant braqués sur le Golfe; entretemps, Israël continue d'imposer sa loi aux palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

La Jordanie, en se rangeant du côté de l'Irak, a perdu la chance, l'unique chance de jouir du parapluie de deux pays arabes puissants, face à son voisin Israël : de l'Irak précisément et de l'Egypte, au sein du Conseil de Coopération arabe, qui regroupe aussi, en plus de ces trois, le Yémen. En tenant compte des dispositions actuelles de l'Egypte vis-à-vis de l'Irak, on peut oser affirmer que cet organisme de coopération régional créé le 16 Février 1988, aura vécu ! Le Président Moubarak ne ^{se} retient pas lorsqu'il pense au fait qu'en Juillet, moins d'un mois avant l'invasion du Koweït, il s'était rendu à Bagdad où le Président Saddam lui avait donné l'assurance -et c'est le Président Moubarak qui le révèle- qu'il n'envisageait pas d'attaquer le Koweït. Passer outre cette promesse, est selon le Raïs, un affront personnel, car il a voulu l'humilier devant son peuple, en lui faisant dire des mensonges. Puis, à propos du Conseil de Coopération arabe, Moubarak révèle que ses trois associés au sein de cet organisme, ont voulu l'embrigader dans une alliance militaire, heureusement qu'il l'a découvert à temps*. Si Israël rentrait en guerre maintenant, il est possible que la carte de la Jordanie changerait et ce au profit des Palestiniens (car après tout, la Jordanie est habitée à 80% par des palestiniens).

* Dans une déclaration récente sur la crise du Golfe, le Président Moubarak a révélé que, lors de la préparation du projet d'accord créant cet organisme, une proposition en deux points lui avait été soumise, où le premier point prévoyait la "constitution d'une force militaire commune" et le second "une coordination entre les services de sécurité des quatre pays, en vue de leur fusion ultérieure". "J'ai refusé, poursuit-il, en soulignant clairement qu'il existait un Pacte de Défense commune entre tous les Etats arabes et que cela suffisait. Aujourd'hui alors que je me remémore les faits et leurs liens entr'eux, il m'apparaît que leurs buts étaient de constituer une force militaire arabe comprenant l'Egypte, la Jordanie, l'Irak et le Yémen, pour l'utiliser dans l'invasion du Koweït. "Moubarak conclut : "si cela était arrivé, nous aurions été complices aux yeux des arabes et du monde entier".

b) Mais il y a des pays/^{qui} y gagneront, en tête desquels Israël (qui gagne toujours lorsque les arabes ne peuvent pas faire l'unanimité contre lui). S'il réussit à conserver sa "neutralité" malgré les attaques aux Scuds irakiens, il aura déjoué le piège dans lequel voulaient l'entraîner l'Irak et /^{certain}s pays arabes. En récompense pour sa neutralité, les Etats-Unis lui ont fourni le type d'arme qu'ils hésitaient à lui vendre en temps normal, et cela pour "ne pas rompre l'équilibre stratégique" dans la région : les "Patriots" américains qui se sont avérés comme étant des armes de désuasion terribles. Ne parlons pas de milliards de dollars qui fusent de ses alliés occidentaux et des lobbies juifs. Mais Israël y gagnera aussi parce que, à la faveur de la guerre du Golfe, les pays arabes et singulièrement ceux de la région, auront compris la nécessité d'avoir un modus vivendi négocié au niveau de leur région, et ce modus vivendi ne pourra pas ignorer l'Etat hébreux.

Le deuxième gagnant sera l'Egypte pour avoir renforcé sa crédibilité au niveau des arabes modérés dont elle sera considérée comme un défenseur, comme un allié avec qui il faudra compter parce que l'Egypte est un pays qui défend les principes (même si ses intérêts ne sont pas négligeables). Sa crédibilité sera accrue aux yeux de ses amis occidentaux. Elle en a d'ailleurs tiré des gains non négligeables, à commencer par la remise d'une partie de sa dette extérieure. L'Egypte aura frayé le chemin à sa main d'oeuvre dont les pays du Golfe ont d'autant/^{plus} besoin que les palestiniens seront écartés à cause de l'implication de leurs chefs auprès de l'agresseur irakien. Même si, par solidarité de race et de religion, les palestiniens parviennent à se faire réembaucher, ils ne jouiront plus de la même confiance qu'avant : on verra en eux des hommes de Saddam Hussein !

S'il parvient à maintenir sa neutralité, l'Iran gagnera dans le sens de la réconciliation et du rapprochement avec l'Occident, y compris -pourquoi pas- les Etats-Unis. La normalisation de ses rapports avec l'Egypte et les pays du Golfe ne sera pas de si tôt, singulièrement avec l'Arabie Saoudite, car un différend sérieux d'ordre religieux les oppose. L'Iran gagnera bien entendu, à l'affaiblissement de la puissance militaire irakienne, car, même si Saddam Hussein a reconnu ses torts, il restera malgré tout l'ennemi qui l'aura injustement frappé !

c) J'en arriverai à deux pays que je qualifierai -à tort je le sais- de marginaux : l'un devant être classé dans les rangs des gagnants, l'autre dans ceux des perdants. Le premier est la Syrie, le second, c'est le Soudan.

La Syrie aura réussi à faire oublier son engagement impopulaire au Liban. Il reste à se demander si ce pays gagnera à l'affaiblissement militaire de son antagoniste (dans les rangs arabes) qu'est l'Irak, ou s'il y perdra car, tout de même, la puissance de l'Irak pouvait lui servir de parapluie contre Israël, ou du moins Israël pouvait réfléchir à deux fois, avant d'attaquer la Syrie, qui est le pays tampon entre les deux. La Syrie qui ne faisait pas partie du Conseil de Coopération Arabe (Egypte, Irak, Jordanie et Yémen) va très probablement conclure une nouvelle alliance avec l'Egypte et l'Arabie Saoudite.

Le Soudan qui a cherché à se rapprocher de l'Irak, aura accentué son écart avec son voisin, l'Egypte, à telle enseigne que leurs relations n'ont jamais été au plus mal, même du temps du régime précédent de Sadik Al Mahdi !

Isolé du côté de l'Egypte et du Golfe, le Soudan va chercher à concrétiser son projet d'union avec la Jamahiriya libyenne ! Il court un grand risque si les rumeurs selon lesquelles l'Irak avait créé sur son territoire des rampes de lancement de missiles contre l'Egypte étaient confirmées. Selon l'Intelligence américaine, il n'en est rien, heureusement.

Quid du Maroc qui a envoyé 1.200 hommes dans le Golfe ? Il est vrai que de la part du Maroc, cette force ^{ne} représente qu'une participation plutôt symbolique, juste pour sauver un principe et un mythe : le principe de la légalité et de la légitimité du pouvoir au Koweït, et le mythe de la "monarchie". Hassan II se devait de voler au secours des "Monarchies du Golfe" dont Saddam disait qu'elles devaient disparaître parce qu'elles sont corrompues. C'est la solidarité "royale ou impériale" ! Cela dit, le Maroc aura montré sa bonne volonté et ses bonnes dispositions vis-à-vis de l'Occident.

Il n'a pas voulu aller trop loin pour ne pas rompre les avantages qu'il avait acquis au niveau du Magreb, où l'Union du Magreb arabe (l'UMA) risquait d'éclater avant de prendre réellement forme.

Quid des membres de l'UMA précisément, dans cette crise du Golfe ? L'Algérie et la Tunisie ont le mérite d'avoir essayé, sur le plan diplomatique. La Libye n'a fait que parler et condamner : condamner l'agression contre le Koweït, mais aussi l'intervention occidentale pour libérer le Koweït, sans prendre de position nette à l'égard de l'intervention de l'Égypte, de la Syrie et du Maroc. Il est vrai que dans certaines circonstances, Kadhafi se montre assez prudent !

Ne parlons pas de la Mauritanie dont la voix ne porte pas loin. Et les pays d'Afrique Noire (qui ont envoyé leurs troupes pour des buts multiples : sauver le principe, mais aussi gagner les faveurs des puissances pétrolières) J'ai fait allusion au Niger, au Sénégal et à la Sierra Leone. Cela suffit pour dire que l'Afrique noire n'a pas été absente !

Après la guerre, une Force internationale (Casques Bleus des Nations Unies ou une force constituée par les pays islamiques) sera déployée. D. PEUT-ON ENVISAGER, DES MAINTENANT, "UN APRES-GUERRE" ?

Sur le plan politico-diplomatique, des discussions se déroulent en vue. En fait, plusieurs en parlent déjà, mais personne ne devine comment la guerre va se terminer. Or, la forme que prendra l'après-guerre sera fonction du dénouement sur le terrain. Ici, on pourrait imaginer plusieurs scénarios, entre autres : sous forme de résolution, un cadre juridique pour la paix et la sécurité dans le - si une éventuelle disparition "physique ou politique" du Président Saddam Hussein entraînerait la fin de la guerre, le problème majeur qui se poserait ultérieurement serait la reconstruction de l'Irak et du Koweït;

- Une conférence régionale, groupant les pays du Golfe, l'Irak pourrait accepter la dernière proposition américano-soviétique : Saddam devrait déclarer sans équivoque qu'il va retirer son armée du Koweït et poser, à cet égard, des gestes de bonne volonté. L'après-guerre serait peut-être la négociation bilatérale du statut des îles koweïtiennes actuellement réclamées par l'Irak, ainsi que de la localité pétrolifère de Roumalia;
- si l'Irak recourt aux armes chimiques et biologiques, alors l'après-guerre serait compliqué. Il y aurait même risque de démembrement de l'Irak ou bien l'on pourrait envisager de neutraliser ce pays en le désarmant.

Certains affirment que la guerre est une affaire de semaines, que ce serait même avant le 15 Mars, c'est-à-dire avant le Ramadan ! d'autres pensent cependant que cela va prendre plus longtemps.

Pour le leader nazi le résultat a été aux dépens de l'Allemagne. Pour le leader irakien, le sort est encore inconnu, mais vraisemblablement il ne sera pas en sa faveur. C'est la première différence entre les deux hommes. Il y a bien d'autres entre Saddam Hussein et Adolf Hitler : c'est que le premier n'est pas poussé par des sentiments racistes, alors que l'arien était viscéralement anti-sémite.

Une autre différence : c'est que Saddam Hussein passera dans l'opinion de la masse arabe, pour l'homme qui aura osé braver la toute puissance occidentale, américaine notamment; pour quelqu'un qui aura osé résister aux pressions du Conseil de Sécurité, et cela pour refuser la main-mise du monde occidental sur les ressources arabes ! C'est en tout cas de cette façon que l'histoire arabe va le juger: Saddam, contrairement à Hitler, (dont le simple souvenir évoque les malheurs qui se sont abattus sur le monde) risque de devenir un héros dans l'opinion arabe.

Mais aujourd'hui, il est l'arabe par qui le scandale est arrivé : il a osé envahir un autre Etat arabe ! il a voulu obtenir par la force des gains territoriaux à l'instar d'Israel, ennemi juré du monde arabe ! il n'a pas voulu écouter les conseils de ses frères arabes ni les appels à la raison de la communauté internationale. Voilà ce que ne lui pardonnent pas ses congénères, même ceux qui n'ont pas pris part à l'"expédition du Golfe". Pour l'Egypte -puisque'il faut préciser sa position- cette conduite est punissable, comme est punissable aussi le fait qu'il ait fait dire des "mensonges" au Président Moubarak, en lui permettant une chose et en faisant l'inverse

La libération du Koweït est certes, un motif juste, donc valable pour se porter à son secours. En cela la Coalition n'est pas, à mon sens, condamnable, et même le fait de frapper l'Irak si lourdement, peut se justifier du fait que la libération du Koweït devait nécessairement passer par une action militaire appropriée, c'est-à-dire proportionnée aux moyens que l'"ennemi" avait mis en place. Quand on dit que la Coalition a outrepassé le mandat du Conseil de Sécurité, c'est là une opinion que je ne partage pas, du moins si je considère le fait qu'il n'y avait pas moyen de remplir le mandat sans s'y prendre convenablement : au cours de l'Ultimatum, tout a été tenté sans succès. Comme le Conseil avait jugé que l'on pouvait, en cas d'échec des tentatives diplomatiques, recourir à des moyens militaires, il fallait -cela semble aller de soi- observer les stratégies militaires.

Egypte devait engager un combat ouvert contre l'Irak sur le territoire irakien, ou si Israel décidait d'entrer en guerre, il est probable que l'opinion finirait par se fatiguer et s'effriter : donc, tout en approuvant la présence de soldats égyptiens aux côtés des saoudiens et des koweïtiens, l'opinion comprendrait mal que l'Egypte, pays arabe, ose tirer contre un autre pays arabe, conjointement avec les occidentaux

* Aujourd'hui : 35.000 hommes.

./.

et les israéliens. Ceci est valable aussi, pour l'opinion syrienne et marocaine.

Les effets de la guerre commencent à se faire sentir sérieusement sur l'économie égyptienne : les approvisionnements en biens de consommation courante se font rares; le tourisme est pratiquement arrêté, les vols d'Egypt Air vers l'Europe ont été suspendus et une partie du personnel a été mis à pied, et ceux qui restent sont payés à mi-salaire, le trafic commercial sur le Canal de Suez a sensiblement baissé au profit des bateaux de guerre; surtout les devises naguère rapatriées par les travailleurs égyptiens dans les pays du Golfe ne se font plus, bref, sur le plan économique, les jours à venir ne s'annoncent pas souriants.

Sur le plan de la sécurité, jusqu'à ce jour on n'est pas inquiet au Caire, et même sur toute l'étendue du pays, à l'exception du sud où l'on craint une attaque irakienne, à partir du territoire soudanais, visant les objectifs économiques et stratégiques de la région, Mais s'il y a un endroit gardé militairement, c'est bien la zone du Canal et singulièrement le grand barrage d'Assouan. Selon des sources américaines, l'Irak n'aurait pas constitué au Soudan de base de lancement de missiles dirigés contre l'Egypte -ce qu'avaient d'ailleurs démenti Khartoum et Bagdad- mais l'Egypte reste vigilante. Dans la revue de presse ci-jointe, ont été consignées des informations d'actualité, qui pourront fournir un éclairage complémentaire.

Le Caire, le 6 Février 1991

Célestin KABANDA
Ambassadeur



LE POINT DES FORCES DE LA COALITION ANTI-IRAKIENNE
=====

Etats-Unis: 502.000 soldats (Armée de terre: 280.000, Marine: 80.000, Aviation: 50.000, Corps des Marines: 90.000 et quelque 2.000 membres des garde-côtes).

Une centaine de navires, dont six porte-avions et leurs groupes de combat ainsi que plusieurs sous-marins, dans le Golfe et les mers voisines, 1.000 chars, 2.000 transports de troupes, 1.500 hélicoptères et plus de 1.300 avions.

Grande-Bretagne: 36.000 hommes (Terre: 29.000, Marine: 3.000, Aviation: 4.000), 19 navires, dont quatre bâtiments principaux de combat, 160 chars lourds. Une centaine d'avions dont 80 avions de combats Tornado et Jaguar.

France : Près de 10.000 hommes (Terre: 11.170, Marine: 2.400, Air: 1.160, plus 4.000 militaires de toutes armes en réserve à Djibouti), 14 navires, 500 blindés lourds, 120 hélicoptères de combat et 60 chasseurs bombardiers.

Egypte : 35.600 hommes (une division d'infanterie mécanisée, une division blindée et 5.600 parachutistes), chars et artillerie anti-aérienne.

Syrie : 20.800 soldats, 300 blindés.

Maroc : 1.200 hommes en Arabie Saoudite (plus 5.000 soldats basés à Abou Dhabi dans le cadre d'accords de défense).

Pakistan : 10.000 hommes.

Banladesh: 2.000 hommes.

Sénégal : 500 hommes.

Niger : 500 hommes.

Sierra-Leone: 200 hommes.

L'ACTUALITE POLITIQUE EN EGYPTTE

DU 10 AU 31 DECEMBRE 1990

C'est toujours le Moyen-Orient qui continue à mobiliser l'essentiel des activités dans le cadre de la politique étrangère d'Egypte, avec comme toile de fond la crise du Golfe. Dans les relations Egypte-Coopération et monde arabe, cette année s'achève avec le transfert du siège de la Ligue Arabe de Tunis au Caire et plusieurs activités de coopération ont caractérisé les relations entre l'Egypte et les autres pays dont la plupart sont d'Afrique.

Sur le plan intérieur, le pays a connu une variété d'événements dont les plus marquants sont l'achèvement de l'installation de l'Assemblée Populaire et le retour d'émigrés égyptiens du Golfe.

1. L'EGYPTE ET LA CRISE DU GOLFE

La rencontre entre les Autorités égyptiennes et koweïtiennes, l'étape cairote de la tournée du Président algérien dans les pays du Proche et Moyen-Orient, le resserrement des liens entre l'Egypte et la Syrie, le renforcement des troupes égyptiennes dans le Golfe, la concertation militaire égypto-américaine et l'accroissement des mesures de sécurité au Canal de Suez ont été les événements importants de la deuxième moitié de Décembre.

Le Président de la République MOHAMED HOSNI MOUBARAK a reçu le 10 Décembre dans la matinée les Ministres koweïtiens de la Justice et de l'Information MM. DARI EL-OSMAN et JASSEM YAACOUB.

Le Ministre de la Justice s'est félicité de la politique de MOUBARAK de dénoncer l'invasion irakienne et de l'occupation du Koweït. S'adressant à la presse, les deux Ministres ont déclaré qu'ils ont examiné avec le Président égyptien l'évolution de la crise du Golfe. Interrogé sur le sens de la libération des otages occidentaux détenus en Irak, le Ministre de la Justice a répondu que ce problème est une pure création de Bag dad afin de détourner l'opinion publique du vrai problème de l'annexion du Koweït. En plus, la libération n'était due pour lui qu'à la pression de la Communauté Internationale sur l'Irak.

Le Ministre de l'Information a ajouté que leur rencontre avec le Chef de l'Etat égyptien avait aussi pour but de lui

.../...

transmettre les amitiés de l'Emir et du Prince Héritier du Koweït et les marques de leur reconnaissance envers l'attitude de l'Égypte.

Dans sa tournée dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, le Président algérien CHADLI BENDJEDID est arrivé au Caire le 16 Décembre pour une visite officielle d'un jour au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue égyptien sur les moyens de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe. Le Président algérien a effectué une tournée dans la région dans l'optique de trouver une issue pacifique à la crise du Golfe. Il a pu ainsi visiter la Jordanie, l'Irak, l'Iran, le Sultanat d'Oman et la Syrie. L'Arabie Saoudite a refusé de le recevoir.

La crise du Golfe aura laissé quelques points positifs dans le monde arabe. Un fait incontestable est le resserrement des liens d'amitié entre les pays naguère ennemis à savoir l'Égypte et la Syrie.

Du 10 au 12 Décembre se sont tenues au Caire, sous la présidence conjointe de M. ATEF SEDKI, Président du Conseil des Ministres et le Premier Ministre syrien MAHMOUD EL-ZOGHBI les réunions du Haut Comité Mixte égypto-syrien. Ces dernières ont clôturé leurs travaux par la signature d'un Communiqué Final.

Les deux parties se sont mises d'accord sur plusieurs accords de coopération couvrant les domaines de l'économie, du tourisme, du transport routier, maritime et des chemins de fer. De même, il a été question du renouvellement de l'accord commercial signé en 1969 en attendant un nouvel accord. A partir de Janvier 1991, le port égyptien d'Alexandrie sera relié au port syrien de Lattaquié par une ligne maritime régulière.

Le renforcement d'amitié entre certains pays arabes ne devrait pas pourtant faire oublier le spectre de la guerre qui plane dans la région. Les antagonistes y renforcent les troupes.

L'agence égyptienne d'information a publié que le 18 Décembre dans la matinée les premiers éléments d'une division blindée ont quitté le Caire pour l'Arabie Saoudite. Le Président égyptien HOSNI MOUBARAK avait parlé de renforcement des troupes égyptiennes en ce pays d'environ 15.000 hommes.

Après l'envoi de cette division, l'effectif des troupes égyptiennes en Arabie Saoudite est estimé à 35.000 hommes déployés à quelques 80 kms de la frontière koweïto-saoudienne à Hafr El Baten. D'autre part, un contingent de 4.000 parachutistes égyptiens est déployé dans les Emirats Arabes Unis. Les Unités envoyées dans le Golfe

se répartissent en outre en une division mécanisée dotée de moyens de défense anti-aérienne.

L'Egypte reste en tête du camp arabe anti-irakien qui dispose du plus grand nombre de militaires dépêchés dans le Golfe.

Cette mesure témoigne pour les observateurs un témoignage de la fermeté de l'engagement de l'Egypte aux côtés des Etats Unis dans le conflit. A plusieurs reprises, le Président égyptien a affirmé que son pays prône une solution pacifique à la crise mais s'est toujours opposé aux solutions excluant au préalable le retrait des troupes irakiennes du Koweït et la restauration du régime de la famille na-guère régnante des AL-SABAH conformément aux résolutions des Nations Unies.

Entre temps, le Président égyptien HOSNI MOUBARAK a reçu le 23 Décembre 1990 M. RICHARD CHENEY Secrétaire américain à la Défense et M. COLIN POWELL Chef d'Etat-Major interarmes des Etats Unis.

A l'issue de l'audience avec le Président, le Secrétaire américain à la Défense a déclaré à la presse qu'il ne voit aucun indice laissant croire un retrait des troupes irakiennes du Koweït. Au contraire a-t-il poursuivi SADDAM HUSSEIN continue d'y renforcer les troupes et édifier des fortifications. En plus, il a ajouté que le retrait partiel de l'Irak du Koweït est inacceptable et qu'il faut l'application intégrale des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En Arabie Saoudite, le Secrétaire à la Défense a déclaré que les Etats Unis répondront par l'arme chimique si l'Irak utilise ce genre de destruction.

Dans le cadre des préparatifs des affrontements dans le Golfe, de source des services de sécurité, on a appris que les Autorités égyptiennes renforcent les mesures de sécurité le long du Canal de Suez pour prévenir en cas de guerre dans le Golfe les actes de sabotage visant à bloquer le trafic dans le canal.

Elles auraient appris que les navires en provenance d'Asie transportant du ciment pourraient se saborder dans le canal ou y débarquer leur cargaison en vue d'obstruer le passage dans le but d'empêcher des renforts ou des fournitures destinés aux troupes multinationales combattant dans le Golfe.

2. LE MONDE ARABE, LA COOPERATION ET L'EGYPTE

Dans le cadre du monde arabe, le déménagement de la Ligue Arabe de Tunis au Caire a terminé ses activités le 31 Décembre courant conformément aux décisions du Conseil Ministériel Extraordinaire de la Ligue du 10 Septembre 1990. Sur le plan de la coopération, plusieurs accords entre l'Egypte et les autres pays ont été paraphés en vue de renforcer entre eux les liens économiques.

Le Comité chargé du transfert de la Ligue Arabe de Tunis au Caire s'est réuni le 16 Décembre pour étudier la question d'indemnisation de 350 fonctionnaires de la Ligue dont 300 tunisiens qui désirent mettre fin à leurs services au sein de l'organisation. Le 27 Décembre, la Ligue a commencé à verser les indemnités. Cette indemnisation selon les sources de Tunis ^{devalent} être versés dans la deuxième quinzaine de Décembre, d'autant plus que le déménagement de tous les départements devait terminer le 31 Décembre 1990.

Les contributions volontaires à la caisse de la Ligue pour la circonstance s'élèveraient selon le Secrétaire Général Adjoint de la Ligue M. ADNANE OMRANE à 19 millions de \$: 5 versés par l'Arabie Saoudite, 5 par le Koweït, 7 par l'Egypte et 2 par les Emirats Arabes Unis.

De Tunis, on a appris que tous les fonctionnaires irakiens de la Ligue ont présenté le 29 Décembre leur démission pour protester contre le transfert du siège qui allait être effectif à partir du 31 Décembre. Ces fonctionnaires atteignaient le nombre de 18.

D'après le Secrétaire Général Adjoint de la Ligue, Tunis restera néanmoins le centre de quatre organismes spécialisés: l'ALECSO (Organisation Arabe de l'Education, de la Culture et des Sciences), le Conseil des Ministres arabes de l'Intérieur, l'Union des Radiodiffusions des Etats Arabes, et l'Agence de l'Energie Nucléaire arabe. En outre, un centre de coordination et de relations publiques enrôlant près de 20 fonctionnaires sera installé à Tunis.

Dans les domaines de la coopération, l'Egypte a connu en fin de cette année les entretiens avec les délégations du Zaïre, de l'Uganda, du Tchad et de l'Inde.

Le Ministre de la Défense et du Territoire et le Président de la Garde Civile du Zaïre ont effectué en Egypte une visite

officielle. Ils sont allés inspecter le 10 Décembre 67 officiers zaïrois qui suivent les cours d'entraînement pendant une période de 6 mois à l'Académie de Police dans le Centre des Recherches de la Police et ont participé à la cérémonie de fin de stage des lauréats.

Les Autorités égyptiennes de la Police et du Ministère de l'Intérieur qui les patronnent et la délégation Zaïroise se sont félicitées du niveau de coopération entre les deux pays dans les différents domaines de la formation et de l'échange des données dans ce domaine.

Le 12 Décembre, la délégation zaïroise a été reçue par le Férîk YOUSSEF SABRI TALEB Commandant Général des Forces Armées et Ministre égyptien de la Défense et de la Production Militaire. Au cours de la rencontre, la délégation et son hôte ont examiné les moyens de renforcer les relations de coopération militaire entre les deux pays dans les domaines de l'attaque, de l'armement et de l'entraînement.

Du 17 au 20 Décembre s'est tenue au Caire la Séance d'une Commission Mixte égypto-ougandaise sous la présidence de M. BOUTROS GHALI Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères et du Chef de la diplomatie ougandaise. La Commission a regroupé également les Ministres du Commerce et de l'Industrie.

La coopération bilatérale dans les divers domaines, la situation dans le Golfe et au Proche-Orient ont été examinés également au cours de la séance. Le 18 Décembre, le Président MOUBARAK a reçu dans la matinée le Ministre ougandais des Affaires Etrangères qui lui a remis un message de son Président, YOWERI MUSEVENI. Le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères BOUTROS GHALI a pris part à l'entretien.

Le Commissaire Adjoint tchadien aux Relations Extérieures, M. MAHAMAT ALI a effectué une visite officielle le 18 Décembre à la tête d'une délégation et au cours de laquelle il a eu des contacts diplomatiques avec le Chef de l'Etat égyptien HOSNI MOUBARAK et le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères M. BOUTROS GHALI.

Selon la presse, M. ALI a déclaré qu'il était porteur d'un message du nouveau dirigeant tchadien IDRIS DEBY destiné au Président égyptien concernant la situation au Tchad. Après l'Egypte, l'émissaire tchadien s'est rendu au Soudan et en Arabie Saoudite. Il a indiqué en outre qu'il avait demandé aux Autorités le soutien de l'Egypte au Tchad sur les plans politiques, social et sanitaire.

Après une mission officielle de 2 semaines à New-Delhi, le Professeur RAGAYI ZAGHLOUL employé à l'Organisme de l'Energie Nucléaire et membre du Conseil Consultatif a permis la signature entre l'Egypte et l'Inde de l'accord de coopération technique pour l'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire dans les domaines de la nutrition, la radiologie et l'industrie. Il a indiqué que l'accord sera mis en application à partir de Janvier 1991 pour une période de 5 ans renouvelable.

La partie indienne s'engage à relever la puissance du réacteur nucléaire égyptien de 2 à 5 mégawatts. Cet accord a été possible grâce aux recommandations du Président MOUBARAK et les intenses négociations des autorités indiennes.

3. SUR LE PLAN INTERIEUR

Les événements importants qui ont marqué l'Egypte sur le plan intérieur couvrent essentiellement les domaines politique, social et économique.

a) Le domaine politique

Le Président égyptien M. HOSNI MOUBARAK a nommé le 10 Décembre 1990 10 députés conformément à la loi électorale. Parmi ces députés, cinq sont chrétiens coptes. Au cours de la campagne électorale, une polémique autour de la représentation des coptes au Parlement avait occupé de nombreuses colonnes dans les journaux. Seulement deux coptes pouvaient siéger à l'Assemblée après les élections.

La communauté copte qui représente officiellement 6% de la population égyptienne disposera au total de 7 députés à l'Assemblée. Parmi ces députés nommés figurent le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères M. BOUTROS GHALI et Mme Mona MAKRAM EBEID membre du Parti d'Opposition Néo-Wafd.

Par ailleurs, le Président a nommé 3 femmes qui siégeront à l'Assemblée totalisant ainsi la représentation féminine à 10 éléments.

Outre, l'Assemblée du Peuple, sur le plan politique

.../...

l'Egypte a commémoré une de ses victoires dans sa lutte pour l'indépendance et son intégrité territoriale.

L'Egypte a célébré le 23 Décembre le 34ème anniversaire de la victoire contre l'invasion tripartite à savoir de la Grande Bretagne, de la France et d'Israël.

C'était à l'occasion de la nationalisation du Canal de Suez le 26 Juillet 1956, Paris et Londres considérant cette décision comme un défi qui leur était lancé par le Caire.

b) La vie sociale et économique

Depuis Juillet 1990, environ 80.000 égyptiens travaillant en Jordanie ont quitté ce pays pour regagner leur pays. Les raisons à la base de cette migration sont la crise économique qui frappe le Royaume et qui a généré un taux de chômage atteignant 25% mais aussi l'hostilité de la population face à l'attitude anti-irakienne de l'Egypte dans la crise du Golfe.

Depuis plusieurs années, les égyptiens constituent une partie importante de la main d'oeuvre étrangère en Jordanie estimée à 80.000 travailleurs.

Dans le domaine de la sécurité, la police d'Alexandrie a pu arrêter le 20 Décembre à l'aube les voleurs du fourgon de la Banque Commerciale Internationale d'Egypte qui avaient réussi à saisir sur la route le Caire-Port-Saïd le 18 Novembre courant une somme estimée à 1,7 million de L.E.

Il s'agit de 5 malfaiteurs fichés déjà par les services de la Police. Leur Chef selon la Police est un trafiquant des narcotiques. Environ les trois quarts de la somme volée ont été saisis.

Le secteur des communications sociales a marqué en cette période un grand pas en avant .

Le Président de la République a inauguré le 12 Décembre la diffusion de la chaîne égyptienne de télévision par satellite via Arab Sat. Désormais, l'Egypte peut diffuser ses programmes par ce canal vers tous les pays du Proche-Orient.

Le Ministre de l'Information M. SAFOUAT EL-SHERIF a déclaré à cette occasion qu'un protocole sera prochainement signé entre le Ministre égyptien des Affaires Etrangères et celui de l'Informa-

tion pour que cette chaîne puisse porter vers les pays d'Afrique.

Sur le plan économique, l'Egypte a accusé un excédent d'un milliard de \$ de sa balance pétrolière au cours des six premiers mois de l'année fiscale 1990-1991 commencée le 1er Juillet. Cette révélation provient de M. ABDEL HADI KANDIL, Ministre égyptien du pétrole et des ressources minières. La raison en est l'augmentation des cours mondiaux du pétrole provoquée par la crise du Golfe.

L'Egypte disposant d'une production de 870.000 barils/jour a un excédent exportable quotidien de l'ordre de 250.000 à 300.000 barils, ce qui est trois fois supérieur à l'excédent de la période correspondante de l'année dernière.

=====

LA SEMAINE POLITIQUE EN EGYPTTE

DU 1ER AU 6 JANVIER 1991

Au cours de cette semaine, l'attention politique en Egypte a été accaparée encore une fois par la crise du Golfe. Le message de nouvel an du Président égyptien à son peuple et le Sommet quadripartite de MESRATAH en Libye ont été dominés par ce thème. Le récent Sommet des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe tenu à Doha (Qatar) sur le conflit du Golfe a suscité des sentiments de déception de la part des responsables égyptiens.

Toujours dans le cadre de cette crise, la résistance kowéitienne au Caire a commencé à émettre en direction de l'Irak des émissions à partir d'une radio libre.

Sur le plan intérieur, le domaine des communications s'est donné comme objectif cette année d'intensifier la réintégration de ses réseaux au Maghreb et au Machrek et le Président du Conseil d'Administration de l'Organisme Arabe de l'Industrie a annoncé le lancement de la fabrication du premier avion "Made In Egypt" censé sortir au cours de ce mois.

1. LA CRISE DU GOLFE

Le 31 Décembre soir à la veille du Nouvel An, le Président égyptien MOHAMED HOSNI MOUBARAK a lancé un appel à son homologue irakien SADDAM HUSSEIN pour qu'il se retire du Koweït "pour éviter à la région la mort et la destruction". MOUBARAK a souligné que "la paix est aux mains" de M. SADDAM HUSSEIN qu'il a invité à prendre "la décision courageuse" d'évacuer le Koweït conformément aux résolutions de l'ONU.

Cet appel a été lancé à 15 jours de l'expiration de l'ultimatum au-delà duquel le Conseil de Sécurité des N.U. a autorisé le recours à la force militaire pour forcer l'Irak à évacuer le Koweït. Depuis l'invasion du Koweït, le Président MOUBARAK saisit chaque fois des occasions pour inviter l'Irak à quitter le Koweït.

Les réactions des dirigeants irakiens ne se sont pas fait attendre. Le commentateur de l'agence de presse officielle irakienne INA a violemment pris à partie le Président égyptien le qualifiant

de "clown et de menteur" à la solde de l'Amérique. "Nous disons au traître HOSNI que les flottes ne nous font pas peur et nous n'affirmons que le Koweït est irakien et le restera", a-t-il poursuivi et a ajouté qu'il prévoit sa "chute prochaine" et celle "de tous ses semblables".

Toujours dans le cadre de la crise du Golfe, le 2 Janvier, les Ministres des Affaires Etrangères d'Egypte, de Libye et de Syrie se sont réunis au Caire pour préparer l'agenda d'un prochain Sommet des dirigeants de ces trois pays.

De source officielle, les sujets à l'ordre du jour sont la crise du Golfe et la situation au Proche-Orient.

Le lendemain, les Chefs d'Etat de ces trois pays M. M. HOSNI MOUBARAK d'Egypte, HAFEZ EL ASSAD de Syrie, MOAMMAR EL KADHAFI de Libye se sont rencontrés en Libye à Mesratah (à quelques 200 kms à l'Est de Tripoli) pour discuter de l'évolution dans le Golfe. Y était également invité le Général OMAR HASSAN EL BACHIR Président de la junte militaire soudanaise.

Interrogé sur le motif de la convocation en réunion de ces Etats, le Président libyen a indiqué que ces pays étaient liés par des intérêts communs et avaient un rapport avec la crise du Golfe. Ils étaient donc invités à échanger des vues sur les moyens à prendre en vue de faire face aux développements survenus récemment en Europe ainsi que l'évolution de la crise du Golfe.

A l'issue de la rencontre, le Président égyptien parlant à la presse a déclaré qu'il n'y avait pas de solution arabe à la crise du Golfe. Ce conflit étant devenu une affaire de dimension mondiale. Selon les observateurs, la rencontre de Mesratah ne semble pas avoir été au delà d'échanges de vues, d'autant plus qu'il y a eu l'absence d'un communiqué final à sa clôture.

Le Chef d'Etat libyen quant à lui a annoncé que la solution de la crise était "dans les mains de l'Irak".

La présence au Sommet du Général BECHIR du Soudan à côté de la délégation égyptienne a étonné plus d'un observateur sachant que les relations entre l'Egypte et le Soudan sont diamétralement opposées depuis la crise du Golfe. Les dirigeants soudanais ont affiché une position pro-irakienne et n'ont pas condamné l'invasion du Koweït. D'après la presse cairote, le Président égyptien a décliné un tête-à-tête avec le Chef de la junte soudanaise/lui/ proposé par le Colonel *qui avait été*

KADHAFI. De même, un communiqué de presse préparé à l'avance n'a pas été publié à cause de sa présence.

Le Chef de la Révolution libyenne s'était lui aussi refusé à condamner l'Irak et avait pris une position hostile à l'envoi des troupes occidentales dans le Golfe alors que par contre la Syrie et l'Egypte avaient dépêché les unités de combat contre l'Irak. Mais, depuis un certain temps, le Président KADHAFI fait des déclarations de plus en plus réalistes. Récemment, il a mis en garde l'Irak contre une attaque éventuelle à Israël qui, selon lui profiterait de la situation pour envahir d'autres territoires arabes. En plus, a-t-il poursuivi, " la cause arabe ne mérite pas le déclenchement d'une guerre dans le Golfe".

Même si actuellement la crise du Golfe n'est pas encore consommée, les dirigeants arabes pensent déjà à la période d'après-crise. Un Sommet a été réuni à cet effet.

Entre autres recommandations, le Sommet récent de Doha (Qatar) du Conseil de coopération du Golfe abordant le problème du Golfe a opté pour gérer l'après crise la promotion "des relations spéciales et privilégiées avec l'Iran" et pour l'intégration de ce pays dans les futurs arrangements de sécurité dans la région.

D'après les commentaires des responsables égyptiens à ce sujet, l'Egypte craint d'être évincée des arrangements après la crise et de ne pas obtenir les compensations politiques qu'elle escomptait.

Le 3 Janvier, dans ses déclarations à cet effet, le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères M. BOUTROS GHALI a affirmé qu'il n'était pas dans l'intérêt de l'Egypte l'intégration des éléments non-arabes dans d'éventuels arrangements de la sécurité dans le Golfe après la crise. "Si nous avons besoin de recourir à une participation étrangère, a-t-il poursuivi, que ce soit dans le cadre des Nations Unies"

Le Ministre des Affaires Etrangères M. ESMAT ABDEL MEGUID a déclaré à son tour à la presse : "La sécurité arabe doit être réalisée au sein de la famille arabe et tout arrangement de sécurité doit émaner du monde arabe. Un éditorialiste égyptien quant à lui a qualifié cette recommandation du Sommet du CCG de "tentative d'exclure stratégiquement l'Egypte" de la région après la crise.

Le Caire craint "l'ingratitude" des riches monarchies pétrolières du Golfe, d'autant plus que déjà elle leur reprochait de

l'avoir aidée à compte gouttes malgré le grand rôle qu'elle a joué dans la guerre irako-iranienne engagée d'après elle pour stopper "la contagion iranienne" naguère principale menaces à ces monarchies.

Un proche conseiller du Président égyptien M. MOUSTAFA EL FEQUI dans un colloque a annoncé qu'au Proche-Orient il y avait quatre puissances régionales à côté de l'Irak: l'Iran, la Turquie, Israël et l'Egypte. Parmi elles, seule l'Egypte est arabe et mérite d'après-lui les compensations politiques et matérielles.

En attendant l'après crise, la lutte continue pour faire libérer le Koweït du moins sur le plan diplomatique et médiatique. Dans ce sens, la résistance koweïtienne au Caire organise des émissions radiophoniques en directions de l'Irak.

De 20 à 23 heures, les programmes ^{de} Radio Koweït ont été diffusés à partir du 8 Janvier d'un émetteur établi au Caire.

A ce sujet, le Président de la radio M. AMIN BASSIOUNI a déclaré que ces émissions commencent conformément au protocole de coopération signé à la mi-Décembre dernier par les deux Ministres de l'Information égyptien et koweïtien respectivement Messieurs SAFOUAT EL CHERIF et BADR GASSEM YAAKOUB. Il a ajouté que Radio Koweït sera supervisée sur le plan politique par la Radio égyptienne. Les programmes seront présentés par des speakers koweïtiens et arabes de la région du Golfe et seront précédés par l'hymne caractéristique de Radio Koweït.

M. BASSIOUNI a poursuivi sa déclaration en précisant que ce moyen médiatique renforcera la ligne politique opposée à l'agression irakienne contre le Koweït et s'adressera au peuple irakien.

2. LA VIE A L'INTERIEUR D'EGYPTE

Sur le plan intérieur, à en croire aux responsables des communications, l'année 1991 commence avec un vaste programme de développement des moyens de communications en vue d'intégrer l'Egypte dans son milieu régional arabe. Le Ministre égyptien du Transport des Communications et du Transport M. SOLIMAN METWALI a annoncé le 2 Janvier que l'année 1991 prévoit une grande intégration dans le domaine de la communication entre l'Egypte et le monde arabe.

Cette année, il sera question de liaison des réseaux ferrés égyptiens à ceux du Maghreb. En fin de cette année écoulée, une ligne maritime a été ouverte entre Alexandrie (Egypte) et Lattaquié (Syrie) et une ligne de cars pour passagers et marchandises sera opérationnelle en début de cette année et reliera le Caire à Damas.

En direction du Maghreb, des lignes terrestres entreront également en fonction entre l'Egypte d'une part et d'autre part le Maroc et l'Algérie. De même, il est prévu une ligne entre le Caire et Ankara.

Le programme de la promotion des moyens de communications ne s'arrêtera pas au cours de cette année à l'extension des réseaux.

Le Férîk IBRAHIM ABDEL GHAFfour EL ORABI Président du Conseil d'Administration de l'Organisme Arabe de l'Industrie a annoncé le 30 Décembre 1990 qu'au cours de 4 prochains mois, l'Organisme produira le premier avion égyptien léger. Cet appareil pourra être utilisé à des fins civils et militaires et le coût de production ne dépassera pas celui d'une camionnette.

Cet avion a été conçu par les services de cet Organisme et sera baptisé Héliouan (quartier du Caire). Il pourrait être utilisé dans des travaux de secours, d'aspersion agricole et d'organisation de la circulation routière. Le Directeur IBRAHIM a déclaré que l'appareil sortira de l'usine au cours du mois de Janvier 1991.

=====

LA CRISE DU GOLFE

1- Rencontre Baker/Aziz

- Nicosie : Le Ministre irakien de l'Information Latif Nassif Jassem a réaffirmé mercredi la nécessité d'établir un lien entre tous les problèmes du Proche-Orient.

M. Jassem a indiqué que l'initiative du Président Saddam Hussein du 12 Août, établissant un lien entre tous les problèmes de la région, reste la bonne voie pour un règlement de tous les problèmes de la région, et en premier lieu de la question palestinienne.

Le Ministre irakien a affirmé que l'Irak est prêt à faire face aux concentrations américaines et atlantiques en cas d'attaque.

- Washington : Le Premier entretien de James Baker avec M. Tarek Aziz mercredi matin à Genève n'a pas apporté de conclusion définitive, a indiqué la Maison Blanche.

"Cela peut aller dans un sens ou dans l'autre" a déclaré le porte-parole de la présidence américaine, M. Fitzwater.

M. Fitzwater s'est refusé à toute précision sur la conversation téléphonique qu'ont eue M. Baker et le Président George Bush à l'issue de ce premier entretien. Il a seulement souligné que M. Bush était d'humeur "pensive" après la conversation téléphonique.

- Genève : James Baker et Tarek Aziz ont repris leurs entretiens sur la crise du Golfe mercredi après midi à Genève après une interruption d'environ 70 minutes.

La première partie de ces entretiens qui a duré plus de deux heures a été qualifiée de substantielle par le porte parole de la Maison Blanche, qui a révélé que M. Baker avait profité de cette pause pour faire un compte rendu téléphonique de ses discussions au Président Bush qui a duré 15 minutes.

Tant du côté américain qu'irakien on ne confirme toujours pas si MM. Baker et Aziz tiendront des conférences de presse à l'issue de cette rencontre cruciale pour l'avenir du Golfe.

2- Aspect militaire

- Dans le désert Saoudien : Avec l'arrivée mercredi des renforts à la cité militaire du Roi Khaled en plein désert saoudien, les forces françaises disposent désormais de plus de 120 hélicoptères dont la moitié armée de missiles Hot, 48 hélicoptères du 1er régiment d'hélicoptères de combat sont arrivés en milieu de journée à proximité de la zone de déploiement français, face aux frontières Koweïto-irakiennes.

"Avec deux mois d'entraînement, nos pilotes ont leur outil bien en mains", a affirmé aux journalistes le colonel qui commande cette force, précisant notamment que le vent de sable n'est pas un problème majeur "car il n'est pas épais en hauteur".

Les Gazelle à missile Hot sont capables de détruire un char à quatre kms de distance, puis de s'esquiver à une vitesse de croisière de 240 kms à l'heure.

- Riyadh : Des négociations se déroulent ces jours-ci à Riyadh pour mettre au point la difficile coordination, en cas de conflit, des services de santé des différents contingents engagés sur le front saoudien.

Côté français, on assure de source officielle que le dispositif est désormais en place, prêt à recueillir, trier, soigner et évacuer les blessés avec 80 médecins aidés de 150 personnes.

Le service de santé français est à l'évidence beaucoup moins important que ceux des américains et même des britanniques, qui viennent de mobiliser des réservistes du service de santé des armées.

- Washington : 25.000 soldats américains supplémentaires sont arrivés ces derniers jours en Arabie Saoudite et deux divisions blindées venues d'Allemagne ont commencé leur déploiement.

Le total des troupes américaines dans la région est à présent de 360.000 personnes.

Les effectifs des troupes alliées se montaient à plus de 245.000 soldats, soit un total de 605.000 militaires alliés.

Les irakiens quant à eux ont accru leurs effectifs de 10.000 hommes pour un total actuel de 540.000 dont plus de la moitié stationnée au Koweït.

- Tokyo : Le gouvernement japonais envisage la mise sur pied, d'une cellule de crise, dirigée par le Premier Ministre Toshiki Kaifu, pour suivre un éventuel déclenchement des hostilités dans le Golfe.

Cette cellule spéciale aura notamment pour tâche d'étudier les nouveaux financements de la force multinationale et la sécurité des quelque 1.600 ressortissants japonais présents dans le Golfe.

- Rennes (France) Trois avions militaires français ont quitté mercredi l'aéroport de Rennes à destination de l'Arabie Saoudite pour y transporter un hôpital mobile destiné aux troupes françaises engagées dans le cadre de l'opération Daguet.

Les éléments de cet hôpital ont été embarqués à bord de deux avions gros porteurs Hercules et d'un Transall. Leur destination finale n'a pas été précisée.

- Madrid : Le Ministère des Affaires Etrangères espagnol a envoyé 800 masques à gaz et 107 combinaisons à ses ambassades dans la zone du Golfe pour les répartir, dans l'hypothèse d'un conflit, entre les ressortissants espagnols dans la région.

3 - REACTIONS

- Jérusalem : L'ancien Ministre israélien de la Défense, M. Yitzhak Rabin a estimé mercredi que les Etats-Unis devront à l'avenir renforcer l'Iran comme ils l'ont fait jusqu'en 1980, afin de "neutraliser l'Irak". Ils doivent modifier leur politique à l'égard de l'Iran, afin de le renforcer.

Selon l'ancien Ministre de la Défense, si l'issue de la crise du Golfe est pacifique, "les Etats-Unis seront contraints de maintenir des forces importantes dans cette région". Sinon Saddam Hussein aura les mains libres pour récidiver.

- Alger : L'Algérie a adopté une position tout en nuances que son Ministre des Affaires Etrangères a résumée en une phrase : "faire prévaloir la logique de paix sur la logique de guerre".

Alger s'est élevée contre l'idée d'un "blocus total" contre l'Irak, tout en réaffirmant sa volonté de respecter la légalité internationale, autrement dit les résolutions du Conseil de sécurité sur l'embargo.

- Paris : Les ambassadeurs des pays arabes en France, qui se sont réunis mercredi à Paris, ainsi que le délégué général de la Palestine, M. Ibrahim Souss, sont convenus de soutenir une éventuelle initiative française auprès de l'Irak pour tenter d'éviter la guerre.

La réunion du Conseil des Ambassadeurs arabes s'est tenue à quelques heures d'une conférence de presse que doit tenir le Président François Mitterrand à Paris. C'était la première fois depuis le déclenchement de la crise du Golfe que le Conseil se réunissait. Les ambassadeurs d'Irak et du Koweït assistaient à la rencontre qui s'est déroulée "dans une atmosphère très détendue".

- Washington : Le Président George Bush a publié mercredi une ordonnance présidentielle demandant à l'industrie américaine d'être prête à répondre en priorité aux commandes du gouvernement en cas de conflit dans le Golfe "Les Etats-Unis doivent avoir la capacité de mobiliser rapidement leurs ressources dans l'intérêt de la sécurité nationale", a indiqué M. Bush. Cette ordonnance précise que le département de l'Agriculture peut demander priorité pour les produits alimentaires. Le secrétariat à l'Energie pour

- Damas : La radio officielle syrienne a souhaité mercredi que les discussions entre le Secrétaire d'Etat américain James Baker et le Ministre irakien des Affaires Etrangères Tarek Aziz à Genève aboutissent à un règlement qui "évite la guerre" dans le Golfe.

Le monde entier a intérêt que la rencontre d'aujourd'hui à Genève aboutisse à une solution qui empêche l'éclatement d'une guerre dont la nation arabe entière, notamment l'Irak et le Koweït, seraient les premières victimes, affirme Radio-Damas.

Nicosie : Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a dénoncé l'embargo de l'ONU sur les produits alimentaires et les médicaments imposé à l'Irak, affirmant que son pays ne peut l'accepter et ne l'appliquera pas, indique mercredi l'agence libyenne JANA reçue à Nicosie.

Le numéro un libyen a souligné que la résolution "interdisant à l'Irak de se procurer des produits alimentaires, des médicaments et des habits, n'existe ni dans la charte de l'ONU ni dans les conventions humanitaires. Je ne pense pas que le monde accepte une chose pareille, car elle signifie une condamnation à mort pour les malades, les vieillards et les enfants, a-t-il souligné.

- Bagdad : Le Premier Vice-Premier Ministre irakien Taha Yassine Ramadan a affirmé mercredi que les forces anti-irakiennes seront englouties par l'apocalypse en cas de conflit dans le Golfe et a qualifié de "tyran" le Président américain George Bush.

~~Le Caire~~ : La déclaration mardi du Président Hosni Mubarak selon lequel "si Israël intervient dans la guerre (du Golfe), nous nous dresserons contre lui", témoigne de la position délicate du Caire, qui a pris la tête du camp arabe anti-irakien auprès des Etats-Unis, par ailleurs allié indéfectible de l'Etat hébreu.

- Paris : La France mettra toutes les ressources de sa diplomatie au service de la paix (dans la crise du Golfe) jusqu'à la dernière minute du délai fixé par le Conseil de Sécurité de l'ONU, a déclaré mercredi le Ministre français des Affaires Etrangères.

Le Ministre a également exprimé l'espoir que la rencontre Baker-Aziz permettra d'amorcer une solution pacifique dans le respect des résolutions de l'ONU.

- Milan : La meilleure chance de solution pacifique de la crise du Golfe est de faire comprendre à Saddam Hussein que la communauté internationale restera unie, ont affirmé mardi à Milan James Baker et le Ministre italien des Affaires Etrangères, De Michelis.

"Ma rencontre mercredi à Genève avec Tarek Aziz reflète notre volonté de voir les dirigeants irakiens reconnaître la nécessité urgente de respecter les résolutions des Nations-Unies", et d'évacuer le Koweït, a affirmé M. Baker.

- Ottawa : A Ottawa, le Premier Ministre Canadien a estimé que si le Président irakien respecte les résolutions des Nations Unies et se retire du Koweït, beaucoup de choses peuvent se produire et se produiront. Le Canada attendra le résultat de la rencontre Baker-Aziz avant de décider un accroissement de sa participation à la force multinationale dans le Golfe, a-t-il indiqué.

- Amman : La Jordanie s'attend à un afflux de deux millions de réfugiés d'Irak et du Koweït en cas de guerre dans le Golfe et menace de fermer sa frontière si aucune aide n'est fournie pour préparer leur accueil. Le Président du Haut Comité jordanien pour le secours aux réfugiés a prévenu que son pays, dont l'économie est en difficulté en raison de la crise du Golfe, n'est pas en mesure d'accueillir une nouvelle vague de réfugiés, et que ces nouveaux venus auront besoin de nourriture, de médicaments, d'un service de protection, d'un réseau de transports. La Jordanie n'est pas en mesure de supporter à elle seule ce fardeau.

- AMMAN : Revoici une nouvelle version :

Le Premier Ministre jordanien a affirmé mercredi à Amman que la Jordanie a décidé de ne plus accueillir de réfugiés en provenance d'Irak et du Koweït parce qu'un avion jordanien qui rapatriait des réfugiés vers leur pays d'origine n'a pas été autorisé mardi à survoler l'Arabie Saoudite.

Le Gouvernement jordanien a demandé à l'Irak de ne pas laisser partir vers la Jordanie des réfugiés tant que l'espace aérien de la région ne sera pas totalement ouvert aux avions jordaniens qui les reconduisent ensuite chez eux.

LES GRANDS EVENEMENTS POLITIQUES

EN RAPPORT AVEC L'EGYPTE

DU 7 AU 31 JANVIER 91

Durant cette période, les événements saillants de l'actualité politique ont été de loin la crise du Golfe qui a dégénéré en guerre ouverte le 16 Janvier 1991. Avant cette date fatidique, plusieurs rencontres en vue de désamorcer la crise ont été organisées avec les autorités égyptiennes. Les plus importantes ont été menées avec le Mouvement des Non-Alignés, ainsi qu'avec les Autorités américaines et autrichiennes. Après le déclenchement des hostilités, les consultations ont continué avec les autorités françaises, américaines, saoudiennes ainsi que celles du Soudan et du Yémen alliées à Bagdad.

En marge de la crise, les activités politiques se sont poursuivies en Egypte au sein de la Ligue Arabe et une Conférence Afro-Américaine a tenu ses assises au Caire en début de ce mois.

I. LA CRISE DU GOLFE

a) Avant le déclenchement de la guerre.

Dans l'espoir de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe, plusieurs consultations ont eu lieu au Caire ou dans les autres capitales avec la participation de l'Egypte.

Les Ministres des Affaires Etrangères yougoslave, saoudien, égyptien et syrien respectivement MM. LONCAR, EL-FAYCAL, MEGUID et EL-CHAREH se sont rencontrés le 6 Janvier à RYAD en Arabie Saoudite pour discuter sur la crise du Golfe. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la recherche de paix dans le Golfe entreprise par M. BUDIMIR LONCAR émissaire du Mouvement des Non-Alignés et Chef de la Diplomatie yougoslave.

Ayant estimé que la situation régionale était "très critique et que la guerre était possible" les quatre Ministres se sont déclarés convaincus que "la question palestinienne ne peut être liée à la crise du Golfe ni conditionner son règlement" même si ce problème "constitue le fond" de la crise du Proche-Orient.

Ils ont déclaré que le règlement pacifique de l'invasion du Koweït ouvrirait une nouvelle perspective à l'idée de convoquer une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Le 10 Janvier, M. OUSAMA AL BAZ, Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires Etrangères et Directeur du Cabinet Présidentiel pour les Affaires Politiques s'est entretenu avec M. FRANK WISNER, Ambassadeur des US au Caire. Le but de la rencontre selon les déclarations officielles était d'informer les dirigeants égyptiens des résultats de la rencontre à Genève entre le Chef de la Diplomatie irakienne TAREK AZIZ et le Secrétaire d'Etat américain JAMES BAKER sur la crise du Golfe qui n'a été qu'un échec.

Le diplomate américain a déclaré à l'issue de la rencontre qu'il préparait en outre la visite de M. BAKER qui est arrivé le 11 Janvier au Caire. Il a estimé la situation dans le Golfe de plus en plus dangereuse. Cette dernière affirmation a été répétée par le Président égyptien le 11 Janvier dans une interview accordée à la chaîne de Télévision américaine CNN. Il a déclaré que tout espoir était pratiquement perdu pour éviter la guerre.

Au cours d'une Conférence de Presse, le Secrétaire d'Etat M. JAMES BAKER a annoncé qu'il y a eu une coordination sur le conflit entre les points de vue américain et soviétique. Quant à la Conférence Internationale sur le Proche-Orient, il a répondu que Moscou défendait cette conférence mais que les Etats Unis ne jugeaient pas pour le moment son opportunité. Au sujet du conflit dans le Golfe, il a précisé que la date du 15 Janvier était "une décision sérieuse".

Interrogé sur le maintien de l'Egypte au sein du camp anti-irakien en cas de riposte israélienne à l'attaque irakienne, M. BAKER a répondu que les entretiens à ce sujet avec les autorités égyptiennes étaient "très satisfaisants".

A la veille de la guerre, une partie de la presse égyptienne avait publié que les forces égyptiennes joueront dans le conflit un rôle limité. Elles n'entreront pas en Irak a-t-elle poursuivi et n'iront au Koweït qu'en tant que force de sécurité. C'est ce qu'aurait déclaré le Président égyptien HOSNI MOUBARAK.

Après la visite du Secrétaire d'Etat .

américain, le Président autrichien M. KURT WALDHEIM est arrivé au Caire dans la soirée du 11 Janvier pour une brève visite. Il a qualifié à son tour la situation au Golfe ^{de} dangereuse et a déclaré que sa mission n'avait pas pour objectif de médiation entre des parties en conflit.

Après le 10 Janvier, l'exode en provenance des pays du Golfe est devenu massif. Plusieurs pays ont ordonné à leurs ressortissants de quitter la région. Les prix d'assurances ont augmenté cinq fois plus pour les pays du Moyen-Orient et l'Egypte.

Mais en même temps, plusieurs compagnies aériennes ont annoncé les diminutions ou les suppressions pures et simples des vols réguliers à destination du Moyen-Orient et d'Egypte. Alitalia les a supprimés, la Sabena les a réduits à un par semaine, Singapour Airlines et Iberia en ont supprimés. Le 14 Janvier, 6 compagnies avaient déclaré l'annulation de leurs vols vers le Moyen-Orient et l'Egypte. Les raisons sont multiples:

Depuis le début de la crise du Golfe, l'Egypte a vu baisser de 60% à 70% de son tourisme. En plus, les primes d'assurance ont monté dès l'approche de la date fatidique du 15 Janvier (déclaration de guerre des U.S. à l'Irak) pour les compagnies à destination du Caire. Ainsi, la prime par vol se chiffre actuellement à 150.000 \$. En outre la panique de la guerre a gagné plusieurs milliers, ce qui a comme résultat la constatation de plusieurs appareils qui atterrissent vides et repartent remplies des familles entières fuyant la région.

Mais en fin de ce mois, huit compagnies au moins dont Egyptair ont rétabli des liaisons avec la péninsule arabe malgré une augmentation considérable des primes d'assurance. Les chances de réaliser des bénéfices sont hypothétiques à cause de l'annulation des voyages des passagers dans cette région, mais certaines compagnies ont pris cette initiative pour rapatrier les étrangers de la région mais aussi pour maintenir leur présence et simuler au public une situation normale.

b) Situation après le début de la guerre.

1. La suite des événements

Après le déclenchement des hostilités dans le Golfe, le 16 Janvier le Président MOUBARAK a exprimé sa conviction qu'une dizaine de jours

tout au plus, suffisaient à la libération de l'Emirat" occupé par Bagdad. Il a ajouté qu'à la fin de la guerre, une présence militaire dans la région était nécessaire et de préférence arabe.

Au cours de son entretien avec la presse, le Président MOUBARAK a nié que le Caire est animé d'une certaine hostilité envers l'Irak qui serait due à la volonté de se venger de l'exclusion de l'Egypte de la Ligue Arabe après les accords de Camp David. Il a déclaré que si tel avait été le cas il l'aurait manifesté pendant la guerre irako-iranienne et a rappelé l'aide massive de son pays à l'Irak durant cette guerre.

Quant à la presse, une place spéciale a été accordée aux informations sur la guerre. La T.V. a même interrompu ses programmes pour annoncer l'attaque aérienne des forces coalisées.

Après le tir des missiles "Scud" par l'Irak sur Israël, le Ministre d'Etat égyptien aux Affaires Etrangères, M. BOUTROS GHALI a déclaré que la position de son pays restera alignée sur les décisions onusiennes.

Dans une interview à RMC, le Ministre d'Etat a annoncé soutenir "la position prudente" adoptée par Israël après les tirs irakiens. "Je pense qu'il est important qu'Israël ne participe pas à ce conflit" a-t-il ajouté et de poursuivre: "Si Israël entre en guerre, de toutes façons la position de l'Egypte a toujours été de respecter les résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité, et en plus de tout mettre en oeuvre pour que ces résolutions soient exécutées".

Précédemment avant l'attaque, le Président égyptien H. MOUBARAK avait annoncé qu'il ne tolérerait aucune intervention de la part de l'Etat Hébreu dans la guerre du Golfe mais qu'Israël avait toute fois le droit à l'auto-défense au cas où il serait attaqué par l'Irak.

Les données sur la guerre au Golfe ayant démontré que la guerre pourrait durer plus longtemps que prévu suscite chez les dirigeants égyptiens certaines inquiétudes. Cette atmosphère s'est traduite par la convocation d'une réunion extraordinaire du gouvernement égyptien élargie aux experts militaires le 18 Janvier.

Même si officiellement la position égyptienne dans ce conflit reste inchangée, à savoir l'application des résolutions du Conseil de Sécurité, les responsables du Caire craignent

de plus en plus une guerre contre l'Irak qui durerait et qui continuerait de déclencher des réactions hostiles dans l'opinion arabe. Même si en Egypte les manifestations de rue n'ont pas été remarquées, les dirigeants redoutent à la longue les surenchères islamiques et l'hostilité à l'occident de ces mouvements islamiques.

En outre, l'hypothèse d'une intervention durable israélienne dans le conflit en réponse aux tirs de missiles irakiens, a amené le Président MOUBARAK à déclarer que son pays pourrait changer sa position. Conscients du même danger de se voir lutter à côté d'un Etat hébreu contre un autre Etat arabe, les responsables de Damas et de Rabat eux aussi impliqués dans la guerre ont adopté depuis lors une attitude de retrait qui présage une volte face en cas d'intervention israélienne.

Les raisons de cette crainte ne se sont pas faites attendre. Le 20 Janvier, le guide suprême de l'association des Frères Musulmans d'Egypte M. MOHAMED HAMED ABOU AL NASR a appelé au nom de son organisme le Président égyptien à retirer les troupes égyptiennes du Golfe. Pour l'association, l'Egypte ne devrait pas lutter contre le peuple irakien frère à côté des américains et des sionistes. Les Frères Musulmans affirment être "écoeurés par la position du gouvernement égyptien alignée sur celle des Etats Unis" allié du Sionisme qui essaie de transférer plus d'un million d'immigrants dans la Palestine occupée.

Le 21 Janvier, plusieurs protestations composées d'intellectuels (et des partis d'opposition) se sont élevées contre la destruction systématique par les Etats Unis d'un Etat frère arabe qu'est l'Irak de par ses bombardements qualifiés de sauvages et n'épargnant pas les objectifs civils. Elles ont appelé le Président MOUBARAK à retirer les troupes égyptiennes du Golfe.

S'adressant à la presse, le Président MOUBARAK a réaffirmé la position de son gouvernement en faveur de l'évacuation du Koweït et a déclaré que les forces égyptiennes ne pouvaient pas être retirées de l'Arabie Saoudite sans que ce pays ne le demande officiellement. Les deux pays sont liés par le pacte de défense commune inter-arabe ratifié en 1951. Cette attitude a été réitérée par le Président égyptien devant les deux Chambres du Parlement le 24 Janvier dans un plaidoyer en faveur de la politique gouvernementale à l'égard de la crise du Golfe.

La guerre du Golfe a envenimé dès son déclenchement les relations égypto-soudanaises. La raison principale

étant que l'Egypte est le principal allié arabe du camp anti-irakien alors que le Soudan a affiché des positions franchement pro-irakiennes.

Etant ^donné que certaines informations avaient fait état d'installations militaires en vue d'agresser l'Egypte, l'armée égyptienne a renforcé son dispositif défensif en Haute Egypte en prévision d'une attaque aérienne irakienne en provenance du Soudan. Une grande défense aérienne a été déployée près des installations économiques vitales dont le Barrage d'Assouan ainsi qu'un grand nombre d'avions d'interception aux approches de la date du 15 Janvier.

Dans les jours précédant la date fatidique du 15 Janvier l'armée égyptienne a été soumise à des entraînements intensifs pour parer à toute attaque contre le Sud du pays.

S'adressant à la presse le 22 Janvier, dans ses déclarations, le Président égyptien a menacé fermement le Soudan s'il attaquait le Barrage d'Assouan comme le réclamait "le Front Islamique" (parti extrémiste musulman proche du pouvoir à Khartoum. "Le Soudan paierait cher a-t-il ajouté "en moins de 24 heures". L'imposante manifestation du 21 Janvier à Khartoum pour le soutien de l'Irak a entraîné une grave détérioration des relations égypto-soudanaises. L'Ambassadeur du Soudan au Caire a été convoqué au Ministère des Affaires Etrangères et plusieurs établissements égyptiens à Khartoum ont été fermés par mesure de sécurité.

Au cours de cette manifestation, les drapeaux égyptien, américain et israélien ont été brûlés et l'Egypte a été violemment prise à partie à cause de sa participation dans le Golfe contre l'Irak. Certains manifestants ont conspué les dirigeants égyptiens et demandé le bombardement du Barrage d'Assouan.

Au cours d'une réunion tenue le 23 Janvier matin avec l'Ambassadeur d'Egypte à Khartoum, M. ALI AHMED SAHLOUL, ^{le} Ministre Soudanais des Affaires Etrangères a déclaré que les manifestations organisées n'exprimaient ni l'opinion du Gouvernement ni celle du peuple soudanais. Il a affirmé le désir de son Gouvernement de poursuivre les liens historiques existant entre l'Egypte et le Soudan.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur d'Egypte a chassé de son territoire 500 soudanais depuis le début de la crise du Golfe jusqu'au 24 Janvier officiellement pour des raisons de sécurité. M. MOHAMED ABDELHALIM MOUSSA, Ministre Egyptien de l'Intérieur a déclaré que ses services ont pris des mesures sévères aux frontières pour assurer la sécurité de son pays. Outre les soudanais,

étant que l'Egypte est le principal allié arabe du camp anti-irakien alors que le Soudan a affiché des positions franchement pro-irakiennes.

Etant donné que certaines informations avaient fait état d'installations militaires en vue d'agresser l'Egypte, l'armée égyptienne a renforcé son dispositif défensif en Haute Egypte en prévision d'une attaque aérienne irakienne en provenance du Soudan. Une grande défense aérienne a été déployée près des installations économiques vitales dont le Barrage d'Assouan ainsi qu'un grand nombre d'avions d'interception aux approches de la date du 15 Janvier.

Dans les jours précédant la date fatidique du 15 Janvier l'armée égyptienne a été soumise à des entraînements intensifs pour parer à toute attaque contre le Sud du pays.

S'adressant à la presse le 22 Janvier, dans ses déclarations, le Président égyptien a menacé fermement le Soudan s'il attaquait le Barrage d'Assouan comme le réclamait "le Front Islamique" (parti extrémiste musulman proche du pouvoir à Khartoum. "Le Soudan paierait cher a-t-il ajouté "en moins de 24 heures". L'imposante manifestation du 21 Janvier à Khartoum pour le soutien de l'Irak a entraîné une grave détérioration des relations égypto-soudanaises. L'Ambassadeur du Soudan au Caire a été convoqué au Ministère des Affaires Etrangères et plusieurs établissements égyptiens à Khartoum ont été fermés par mesure de sécurité.

Au cours de cette manifestation, les drapeaux égyptien, américain et israélien ont été brûlés et l'Egypte a été violemment prise à partie à cause de sa participation dans le Golfe contre l'Irak. Certains manifestants ont conspué les dirigeants égyptiens et demandé le bombardement du Barrage d'Assouan.

Au cours d'une réunion tenue le 23 Janvier matin avec l'Ambassadeur d'Egypte à Khartoum, M. ALI AHMED SAHLOUL, Ministre Soudanais des Affaires Etrangères a déclaré que les manifestations organisées n'exprimaient ni l'opinion du Gouvernement ni celle du peuple soudanais. Il a affirmé le désir de son Gouvernement de poursuivre les liens historiques existant entre l'Egypte et le Soudan.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur d'Egypte a chassé de son territoire 500 soudanais depuis le début de la crise du Golfe jusqu'au 24 Janvier officiellement pour des raisons de sécurité. M. MOHAMED ABDELHALIM MOUSSA, Ministre Egyptien de l'Intérieur a déclaré que ses services ont pris des mesures sévères aux frontières pour assurer la sécurité de son pays. Outre les soudanais,

le Ministre de l'Intérieur a déclaré le 28 Janvier avoir arrêté plusieurs éléments infiltrés en vue de commettre des attentats.

Cinq égyptiens dont un diplomate chargé "d'une mission" à Khartoum ont été refoulé du Soudan à l'Aéroport de Khartoum après avoir subi des "mauvais traitements" selon les sources égyptiennes.

Pour mesure de sécurité, le 26 Janvier, les Autorités égyptiennes ont interdit le survol du Barrage d'Assouan par les avions civils (900 kms au Sud du Caire). De ce fait, les avions en provenance du Sud devront jusqu'à nouvel ordre survoler la région d'Abou Simbel (300 kms au Sud d'Assouan) pour s'orienter ensuite vers la nouvelle vallée au Sud Ouest du pays.

Sur le plan intérieur, d'autres mesures de sécurité ont été prises en Egypte pour parer au terrorisme.

Pour des raisons de sécurité selon les observateurs, les rentrées scolaire et universitaire prévues le 26 Janvier ont été prolongées d'une semaine en Egypte. Même si officiellement aucune explication n'a été donnée à cette mesure, les observateurs expliquent cette attitude par la peur des actions des intégristes musulmans qui ont d'influence dans les écoles et universités égyptiennes, ces extrémistes ayant pris des positions hostiles contre l'attitude du gouvernement dans la guerre au Golfe.

En même temps, les manifestations et les prises de position des gouvernements d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ont poussé l'Egypte à imposer des visas d'entrée en Egypte à des ressortissants de ces pays qui avaient été supprimés en Mai 1989 lors de la normalisation des relations entre l'Egypte et les autres Etats arabes.

Toujours dans le cadre des mesures de sécurité, le 14 Janvier, le Président de l'Union Egyptienne des Chambres de Tourisme M. AHMED ZAKI ABDEL HAMID a annoncé qu'entre Août dernier et Juin prochain les pertes touristiques dues à la crise du Golfe sont estimées à 3 milliards de \$.

Cette crise s'est manifestée surtout sur les hôtels, les sociétés et les installations touristiques ainsi que sur l'organisme des antiquités et des compagnies aériennes. Les banques nationales ont enregistré à cet effet des dettes non remboursées

contractées par ces services.

Pour des mesures de sécurité des touristes et la protection des trésors archéologiques accumulés dans les musées égyptiens, le Ministre du Tourisme a pris les mesures de fermer musées et sites archéologiques depuis le 18 Janvier jusqu'à nouvel ordre. Avant même la prise de cette mesure, le nombre des touristes avait considérablement baissé, ce qui en quelques sortes ne nécessitait plus l'ouverture de ces sites touristiques.

Sur le plan politique, les manifestations hostiles à l'Egypte ne se sont pas déroulées uniquement au Soudan.

Après le déclenchement des hostilités dans le Golfe, des manifestations pro-irakiennes se sont déroulées au Yémen. Au cours de ces manifestations, l'Ambassade et la Résidence de l'Ambassadeur d'Egypte ont été lapidées. L'Ambassadeur a été rappelé par son Gouvernement le 19 dernier mais il a été autorisé à regagner son poste le 24 courant.

2. Poursuite des consultations

Sur le plan diplomatique, les concertations se poursuivent entre les Autorités égyptiennes et leurs alliés.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères ESMAT ABDEL MEGUID a effectué une visite aux Etats Unis où il a eu des échanges de vue avec les Autorités américaines sur la guerre dans le Golfe. La situation présente a été examinée ainsi que des éventuels développements à l'échelle politique et militaire.

Le Chef de la Diplomatie égyptienne a été reçu à la maison blanche par le Président BUSH à qui il a remis le message de son Président portant officiellement sur la guerre dans le Golfe.

En France, le 29 Janvier, l'Elysée a reçu le Maréchal ABDEL HALIM ABOU GHAZALA "assistant" du Chef de l'Etat égyptien qui lui a remis un message destiné à son homologue français FRANÇOIS MITTERAND. Ce message porte selon les sources officielles sur la guerre dans le Golfe. Le Ministre d'Etat pour les Affaires Etrangères BOUTROS GHALI déclarait au cours de ces jours que l'Egypte avait comme but dans le Golfe la libération du Koweït et non la destruction de l'Irak ou un changement de régime à Bagdad.

Une délégation parlementaire japonaise conduite par l'ancien Ministre du Travail et Membre du Parlement a été reçue le 29 Janvier en audience par le Président de la République HOSNI MOUBARAK. Cette délégation en visite en Egypte a clarifié la position de son pays dans la crise du Golfe.

Selon le Chef de la délégation, le rôle du Japon dans la crise est d'aider les Réfugiés fuyant la région d'abord. En ce sens, le pays a organisé et financé le transport des réfugiés vietnamiens en provenance du Golfe via le Caire. En outre, il a ajouté que son pays accorde des aides économiques aux pays très touchés par la crise dont l'Egypte ainsi qu'aux forces de coalition multinationales en lutte pour libérer le Koweït. Le Japon ne peut pas envoyer des troupes dans le Golfe a-t-il poursuivi car sa constitution l'interdit même s'il approuve à cet effet les résolutions des N.U.

Le Président égyptien HOSNI MOUBARAK a effectué le 30 Janvier une brève visite en Arabie Saoudite au cours de laquelle un tête à tête a eu lieu entre le Chef d'Etat égyptien et le Roi FAHD d'Arabie Saoudite à Ryad. A l'issue des entretiens, les deux Chefs d'Etats ont tenu une Conférence de Presse devant les médias égyptien et saoudien. La visite a duré cinq heures et demie et n'avait pas été annoncée au Caire.

Le Président MOUBARAK a répété la position inconditionnelle de son pays dans la crise du Golfe à savoir le retrait du Koweït de l'Irak.

II. EN MARGE DE LA GUERRE AU GOLFE

Mise à part la crise du Golfe, d'autres activités politiques et culturelles se sont poursuivies en Egypte. Ainsi, la Ligue Arabe a continué de susciter une certaine considération de la part des Etats membres et le Caire a essayé de jouer le pôle d'attraction en organisant la 21ème Conférence Afro-Américaine et en réunissant la 23ème Foire Internationale du Livre.

L'Ambassadeur du Soudan au Caire M.EIZZED-DINE HAMED a présenté 7 courant ses Lettres de Créances auprès de la Ligue Arabe. Les observateurs ont jugé cette mesure de volonté de Khartoum d'améliorer ses relations avec l'Egypte refroidies dans ces jours-ci.

Le Soudan avait boycotté le 10 Septembre passé avec 8 autres pays membres de la Ligue la Réunion du Conseil Ministériel du Caire qui devait décider le déménagement du siège de la Ligue de Tunis au Caire. Cette réunion avait consacré la subdivision des pays arabes en deux camps: le Camp anti-irakien et pro-irakien. Le premier est composé d'Egypte, d'Arabie Saoudite, de Syrie, de Maroc,

du Liban, des Emirats Arabes Unis, du Koweït, du Qatar, d'Oman, de Bahreïn, de Somalie et de Djibouti. Le second regroupe l'Irak, la Jordanie, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, la Mauritanie, le Soudan, le Yémen et l'OLP.

Jusque là, sauf le premier camp avait accredité ses représentants auprès de la Ligue mutée au Caire à l'exception du Maroc par solidarité au Maghreb.

Les relations de l'Egypte et du Soudan n'ont cessé de se détériorer depuis la prise du pouvoir par des militaires le 30 Juin 1989. Les orientations islamiques radicales adoptées par le nouveau régime soudanais et sa radicalisation à sa rébellion sudiste n'ont pas manqué de déplaire au Caire qui souhaite que la paix se rétablisse afin que des travaux d'aménagement du Nil puisse être exécutés à des fins agricoles.

En Mars dernier, les Autorités égyptiennes avaient laissé se réunir au Caire une rencontre d'opposants en exil qui ont fondé une alliance démocratique nationale. Le fossé entre le Caire et Khartoum s'est élargi avec la crise du Golfe, l'Egypte étant devenue le point de ralliement du camp anti-irakien tandis que le Soudan se rangeait à côté de l'Irak. Pire, les informations ont circulé et ont été amplifiées par la presse officielle égyptienne faisant état de base de lancement des missiles, ce qui n'a pas manqué d'exacerber la tension entre ^{les}deux voisins.

Outre le siège de la Ligue Arabe, le Caire a abrité au cours de ce mois une importante rencontre afro-américaine.

A l'occasion de l'inauguration de la 21ème Conférence Afro-Américaine du 7 au 10/01/1991, tenue au Caire, le Président égyptien HOSNI MOUBARAK a exhorté l'Occident à adopter une attitude plus positive envers l'Afrique accablée de dettes et une crise économique aigüe. Il a demandé que le rapprochement Est-Ouest ne se fasse pas au détriment de l'Afrique qui deviendrait marginalisée de ce fait.

Cette Conférence a réuni les délégués égyptiens, une trentaine de parlementaires américains, des Hommes d'Affaires des Etats Unis ainsi que des Hommes politiques d'Afrique. Le Secrétaire général de l'OUA M. SALIM AHMED SALIM a participé à cette réunion ainsi que plusieurs Ministres africains des Affaires Etrangères

Du côté rwandais, M. BIZIMANA Jean-Damascène, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a dirigé une délégation de deux personnes.

Le 9 Janvier, le Président égyptien a reçu en audience les Chefs de délégation au Palais présidentiel. A cette occasion, le Chef de l'Etat a déclaré que la crise du Golfe ne détournera pas l'intérêt de son pays aux questions africaines et a demandé aux délégués d'oeuvrer en vue de promouvoir la coopération Nord-Sud et Sud-Sud. En clôturant la réunion, le Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères d'Egypte BOUTROS GHALI a rappelé la nécessité de renforcer les relations Sud-Sud en Afrique pour contrecarrer les divisions et les affrontements militaires.

L'Ambassadeur FAWZI AL IBRACHI Directeur de l'Institut Diplomatique Egyptien a déclaré que le Congrès avait mis l'accent sur l'importance du développement économique africain, le développement du système bancaire, celui des investissements et la coopération entre les secteurs public et privé. De même, il a rappelé l'importance de l'attraction des capitaux étrangers vers l'Afrique ainsi que les meilleures conditions pour les échanges commerciaux entre les pays africains.

La 23ème Foire Internationale du Livre s'est ouverte au Caire le 8 Janvier 1991. Plus de 250 écrivains y ^{ont} participé. Des délégations de 62 pays sont arrivés au Caire pour la circonstance dont 20 arabes. Près de 1.750 maisons d'édition exposant plus de 42 millions d'ouvrages ^{ont} participé à la foire.

Dans le cadre du livre et de la culture, il y a lieu de remarquer une certaine baisse du taux d'analphabétisme dans le monde arabe.

Le Directeur Général de l'Organisation Arabe de l'Education, de la Culture et des Sciences (ALECSO) qui a son siège à Tunis M. MOUSSARA AL RAWI a déclaré le 9 Janvier que le nombre d'analphabètes dans le monde arabe a baissé en trente ans. De 36 millions en 1968, il est passé à 43 millions en 1990, soit une baisse en soit si l'on tient compte de l'accroissement de la population pendant cette même période.

Selon les récentes études de cette organisation, le taux d'analphabétisme est de 7,2 % en Irak, 64% en Somalie, 45% en Egypte, 44,9% en Algérie et de 60,4% au Soudan.

EVENEMENTS POLITIQUES IMPORTANTS RELATIFS

A L'EGYPTE DU 1ER AU 10 FEVRIER 1991,

Comme dans les autres pays de la région du Proche et du Moyen-Orient, les événements en Egypte continuent à subir l'influence profonde de la crise du Golfe. Les démarches diplomatiques à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Egypte n'ont pas cessé malgré la guerre et celle-ci provoque des incidences perceptibles à l'intérieur des frontières de l'Egypte.

Même si la phase actuelle est aux hostilités dans le Golfe, l'attention politique se tourne de plus en plus vers la période d'après-crise.

I. ACTIVITES DIPLOMATIQUES ET INCIDENCES DE LA CRISE DU GOLFE SUR LA POLITIQUE INTERIEURE EN EGYPTE.

En vue de désamorcer la crise du Golfe, le Mouvement des Non Alignés entreprend à son tour des tentatives diplomatiques.

M. BUDIMIR LONCAR, Ministre yougoslave des Affaires Etrangères a invité officiellement le 1er Février l'Egypte à participer à la Réunion des Ministres des Affaires Etrangères des 15 pays membres du Mouvement des Non Alignés. Cette rencontre aura lieu le 12 Février et aura pour thème l'examen de l'amorce d'une nouvelle initiative en vue du règlement de la crise du Golfe.

Cette Réunion sera la première à regrouper tous les Etats membres depuis le début de la guerre dans le Golfe. Le 11 Février est prévu une Réunion préparatoire avant celle-là prévue le 12 Février.

Même si la diplomatie est en honneur dans le cadre de la crise du Golfe, les dirigeants irakiens eux optent de plus en plus pour la radicalisation.

Selon l'Agence Officielle irakienne de Presse INA, à partir du 6 Février, l'Irak a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec les Etats Unis, la France, la Grande Bretagne l'Italie, l'Arabie Saoudite et l'Egypte. Ces pays font partie de la

.../...

coalition anti-irakienne.

Quant aux relations soudano-égyptiennes, il y a lieu de penser à l'apaisement.

Les Autorités égyptiennes ont annoncé le 5 Février ne détenir aucune preuve sur la présence au Soudan des avions irakiens ou des missiles, même si elles ont demandé à Khartoum des éclaircissements à ce sujet. C'est ce qu'a déclaré à l'Agence de Presse britannique REUTER, MOHAMED ABDEL MENEM Secrétaire du Président égyptien chargé des relations avec la presse.

Cette information sur la présence d'engins de guerre irakiens au Soudan a été diffusée par la Chaîne de Télévision américaine ABC et disait que l'Irak y avait envoyé des missiles sol-sol et plus d'une vingtaine d'avions pour une attaque éventuelle de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite.

Le Président égyptien a déclaré récemment que son armée était prête à détruire en 24 heures tout objectif situé au Soudan.

Les Autorités soudanaises ont démenti à leur tour abriter des avions et des missiles irakiens sur leur territoire.

Dans le cadre des consultations entre alliés, le Ministre égyptien des Affaires Etrangères M. ESMAT ABDEL MEGUID a regagné le Caire le 3 Février en provenance des Etats Unis où il a effectué une visite officielle d'une semaine ainsi qu'au Canada et en Italie.

Le Ministre s'adressant à la presse a qualifié d'"utiles" ses entretiens à Washington et a déclaré qu'il était porteur d'un message du Président BUSH au Président égyptien H. MOUBARAK en réponse à celui du Chef d'Etat égyptien. En outre, il a annoncé qu'il a eu des entretiens avec le Secrétaire Général de l'ONU M. Javier De CUELLAR.

La presse officielle égyptienne avait rapporté que cette visite avait pour objectif d'examiner essentiellement la crise dans le Golfe arabo-persique et le Ministre a déclaré que son Gouvernement ne croit plus à une solution arabe à cet effet.

Dans l'optique de cette crise, le 3 Février les Chefs des Partis égyptiens d'opposition excepté le WAFD (libéral) ont lancé un appel au cessez-le-feu pour que les négociations pacifiques puissent être lancées en vue de désamorcer la crise et résoudre le

problème palestinien.

Ces partis en question sont celui des Frères musulmans, les Partis Islamistes libéral et du Travail ainsi que le RPPU (le Rassemblement Patriotique Progressiste Unioniste, Marxiste Nassérien).

Tout en condamnant l'agression irakienne du Koweït, ces partis estiment que la guerre actuelle ne vise qu'à la destruction de l'Irak et de son potentiel militaire et ne profite qu'à Israël. Les déclarations des Chefs de ces partis ont proclamé en substance que l'anéantissement des infrastructures irakiennes ne sont pas dans l'intérêt ni de l'Egypte ni du Koweït, ni d'autres pays du Golfe.

Contrairement aux autres pays arabes, malgré ces déclarations les égyptiens ne sont pas descendus dans la rue depuis la crise du Golfe pour soutenir l'une ou l'autre cause. Les Chefs de ces partis n'envisagent pas selon leur affirmation de contrarier le gouvernement, dans son attitude face à cette crise.

Par ailleurs, le Général ABDEL HALIM MOUSSA, Ministre de l'Intérieur a annoncé le 9 Février que les services de la sécurité ont démantelé une organisation terroriste sous les ordres du Président irakien SADDAM HUSSEIN selon ses déclarations. Ce groupe coopère avec les organisations palestiniennes ABOU NIDAL et AL JIHAD.

Il a déclaré qu'ainsi 17 personnes ont été saisies dont 4 irakiens, 2 jordaniens, un tunisien et 10 palestiniens et qu'elles sont arrivées en Egypte en possession des faux passeports arabes dès le début de la guerre dans le Golfe.

L'Organisation égyptienne des Droits de l'Homme quant à elle a déclaré le 5 Février que 15 personnes ont été arrêtées par le Pouvoir en raison de leur opposition à la guerre dans le Golfe. Par ailleurs, trois journalistes dont les rédacteurs en Chef de deux journaux de l'opposition ont comparu devant un cours de guerre et un quatrième a subi des interrogatoires de la part d'un procureur militaire.

Selon cette Organisation, les mesures d'intimidation des autorités sont sélectives et s'appliquent sur les opposants à la guerre du Golfe. Ceux-ci sont accusés de divulguer des secrets militaires sans autorisation préalable des services des renseignements égyptiens. A la veille de la guerre du Golfe, deux journaux islamiques AL-CHAAB et AL-HAQIQA avaient publié des informations selon lesquelles un aéroport égyptien était utilisé par des avions militaires américains et une éventuelle réduction des effectifs militaires égyptiens.

II. LA PREPARATION DE LA PERIODE D'APRES-CRISE.

Les pays arabes du camp anti-irakien et leurs alliés ont commencé les consultations pour gérer la période de l'après-crise.

Les Ministres égyptien et saoudien des Affaires Etrangères ESMAT ABDEL MEGUID et le Prince SAOUD AL FAYCAL ont examiné selon leurs déclarations le 7 Février au Caire un projet de document sur la coopération égypto-saoudo-syrienne.

Ce document comportait également le problème de la sécurité dans la région du Golfe après la crise et sera approfondi en fin Février par les Ministres des trois pays chargés des Affaires Etrangères. Le volet économique figure également dans le cadre de la coopération tripartite et les instances arabes communes ainsi que les fonds arabes ont été évoqués comme bailleurs de fonds en vue de la réalisation des projets de développement.

Dans le cadre de la sécurité, il a été évoqué uniquement une force arabe pour assurer la sécurité dans la région. L'intérêt a été porté sur le Conseil de Coopération du Golfe regroupant l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats, le Qatar, Bahrein et Oman.

Les discussions sur l'après-crise ont eu lieu également au Caire le 8 Février entre le Ministre égyptien des Affaires Etrangères et DOUGLAS HURD Secrétaire britannique au Foreign Office pour examiner le rôle des alliés à la fin de la guerre dans la région du Golfe.

Selon le dernier discours du Chef de la Diplomatie britannique prononcé à Londres, le plan de l'après-crise dans le Golfe s'articule sur quatre points: la libération du Koweït, la création d'un nouveau système de sécurité pour protéger les petits pays de la région, le règlement du problème arabo-israélien et le désarmement de la région.

Au cours d'une Conférence de Presse, M. DOUGLAS HURD a annoncé que son pays ne maintiendra pas ses troupes dans le Golfe et a insisté sur le rôle majeur que devront jouer les pays du Proche-Orient dans l'après guerre sur le plan de la sécurité ou la solution du conflit israélo-arabe. Il a ajouté que son pays ne planifie

rien dans la région après le conflit et que la gestion de l'après-crise doit provenir des habitants du Golfe eux-mêmes. La Grande Bretagne n'interviendra que pour appuyer les initiatives locales.

Dans les diverses occasions de consultation, les Autorités égyptiennes évoquent de plus en plus la période d'après-crise.

Une Réunion Extraordinaire de l'Internationale Socialiste a ouvert ses assises le 1er Février à Vienne et l'Egypte y a participé en la personne de M. BOUTROS GHALI Ministre d'Etat des Affaires Etrangères et Vice Président du Mouvement.

Au cours de son allocution sur la crise du Golfe, il a évoqué longuement de la période de l'après-crise. A ce sujet, il a rappelé la nécessité de régler le problème palestinien après la libération du Koweït de façon à garantir ses droits légitimes.

Le Ministre d'Etat égyptien a évoqué à Vienne la nécessité de mettre au point également un plan d'après guerre visant à unifier les pays de la région et a invité les pays riches à les aider à l'instar du plan Marshall conçu par les Etats Unis à l'Europe des années 40. Il a souligné à cet effet que l'Internationale Socialiste pouvait ^{sensibiliser} l'opinion mondiale à cette conception qui pourrait stabiliser le Moyen-Orient. Selon ses estimations, la guerre du Golfe ne durera que quelques semaines et non des mois.

Quant au Statut de l'OLP, le Ministre d'Etat égyptien et apparemment la plupart des participants à l'Assemblée le considèrent comme seul représentant de la cause palestinienne. L'ancien Chef du Gouvernement travailliste israélien M. SHIMON Pérès avait tenté de discréditer l'Organisation Palestinienne en raison de son attitude pro-irakienne dans ^{la} guerre du Golfe.

Au sujet du Plan Marshall pour le Moyen-Orient, interrogé par la presse, le 1er Ministre canadien BRIAN MULRONEY après avoir rencontré le Ministre égyptien des Affaires Etrangères M. MEGUID en visite officielle dans son pays a répondu que son Gouvernement a "des idées précises" à ce sujet qu'il entendait discuter avec d'autres pays.

Au sujet de l'aide financière à l'Egypte, le Ministre a annoncé qu'il avait eu des entretiens avec son collègue des Affaires Etrangères d'Egypte M. ABDEL MEGUID et que le FMI et le Club de Paris joueront un rôle important pour y apporter une solution.

En Novembre dernier, le Canada avait promis à l'Egypte une assistance économique de 26 millions de \$ canadiens subsidiairement à l'aide humanitaire, non déterminée. Le Canada a annulé en outre 13 millions de \$ canadiens (11 millions de \$ US) de dette égyptienne, sa dette totale s'élève à 118 millions de \$ canadiens.

Jean AROUX, Président du Groupe Socialiste Français à l'Assemblée Nationale qui était à la tête d'une délégation du Parti Socialiste au Caire a fait à son tour une plaidoirie le 5 Février à une aide au Golfe après la guerre capable de stimuler un développement économique et social dans la région.

Dans le cadre des aides, les organismes internationaux ainsi que les pays pris individuellement contribuent de plus en plus économiquement à l'essor de la région du Golfe.

En fin de Janvier passé, la CEE a réparti le montant de 500 millions d'écus (690 millions de \$ US) à la Jordanie, l'Egypte et la Turquie pour aider les pays du Proche-Orient touchés par la crise du Golfe. L'Egypte recevra 175 millions d'écus selon les informations émanant d'un porte-parole de la CEE.

Cette assistance n'exclue pas l'aide volontaire de chaque Etat membre. L'Egypte éprouve des difficultés économiques accrues depuis le déclenchement de la guerre dans le Golfe. Le prix du pétrole a augmenté, le tourisme a connu un arrêt quasi total et l'économie a connu le rapatriement des milliers d'égyptiens venant du Golfe. Le pays n'arrive pas à réaliser leur réinsertion dans le système de production.